



Commission du Développement durable

Procès-verbal de la réunion du 19 juin 2013

Ordre du jour :

1. 6579 Projet de loi
 - 1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour véhicules utilitaires lourds, aux fins a) de satisfaire à la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de « paperless vignette » dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, signée à Bruxelles, le 21 octobre 2010 ;
 - 2) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 ;
 - 3) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement Européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures
 - Désignation d'un rapporteur

2. 6477 Projet de loi modifiant
 1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
 2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;
 3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ; et
 4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
 - Rapporteur : Monsieur Marcel Oberweis
 - Entrevue avec des représentants du Mouvement écologique et de *natur&émwelt*

3. Examen des documents européens suivants :

COM (2013) 295 : Communication de la Commission. Les ports: un moteur pour la croissance

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

COM (2013) 296 : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour l'accès au marché des services des services portuaires et la transparence financière des ports

Le dossier précité relève du contrôle du principe de subsidiarité.

COM (2013) 302 : Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à adopter au nom de l'Union européenne au sein des comités compétents de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe en ce qui concerne l'adaptation au progrès technique des règlements nos 13, 13-H, 16, 29, 44, 53, 79, 94, 95, 96, 117 et 130, l'adoption d'une proposition de règlement technique mondial sur les véhicules à hydrogène et à pile à combustible, ainsi que l'adaptation au progrès technique des règlements techniques mondiaux nos 2 et 12 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

COM (2013) 325 : Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de la convention de Minamata sur le mercure

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

4. Divers

*

Présents : M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, M. Camille Gira, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis

M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Claude Origer, Mme Josiane Pauly, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

M. Théid Faber, M. Jacques Pir, Mme Blanche Weber, du Mouvement écologique

M. François Benoy, M. Roby Biber, M. Patric Lorgé, M. Claude Meisch, de l'a.s.b.l. *natur&ëmwelt*

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Ali Kaes, Mme Lydia Mutsch

*

Présidence : M. Fernand Boden, Président de la Commission

1. 6579 Projet de loi

- 1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour véhicules utilitaires lourds, aux fins a) de satisfaire à la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de « paperless vignette » dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, signée à Bruxelles, le 21 octobre 2010 ;**
- 2) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 ;**
- 3) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement Européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures**

Monsieur Ali Kaes est nommé Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

2. 6477 Projet de loi modifiant

- 1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**
- 2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;**
- 3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ; et**
- 4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement**

Les représentants du Mouvement écologique et de *natur&ëmwelt* présentent leurs commentaires vis-à-vis du projet de loi sous rubrique. Pour le détail exhaustif de ces commentaires, il est renvoyé aux documents repris en annexes 1 et 2 du présent procès-verbal. De l'exposé des associations environnementales et de l'échange de vues subséquent, il peut être retenu ce qui suit :

- les ONG environnementales attirent tout d'abord l'attention sur l'urgence de l'adoption d'une nouvelle loi sur la protection de la nature. En effet, malgré les efforts déjà fournis, de nombreux rapports font état d'une érosion dramatique de la biodiversité au Luxembourg ;
- les représentants du Mouvement écologique constatent que le texte du projet de loi, tel qu'il a été déposé à la Chambre, est un texte de compromis, rencontrant aussi bien les doléances du secteur agricole que celles des promoteurs immobiliers. Si Monsieur le Ministre délégué ne nie aucunement cette assertion, il est cependant d'avis qu'il s'agit là d'un bon compromis. Il rappelle dans ce contexte que le projet de loi a été rédigé selon une approche participative. Ainsi, tous les partenaires concernés (ministères,

administrations, chambres professionnelles, ONG) ont été consultés lors d'un *workshop* organisé en décembre 2011 et il a été, dans la mesure du possible, tenu compte de leurs remarques. En outre, Monsieur le Ministre délégué rappelle les objectifs du texte, à savoir : l'enrayement de la perte de la diversité biologique, la simplification administrative, l'augmentation de la transparence pour les demandeurs d'autorisations et, pour finir, l'accroissement du rôle des communes en matière de protection de la nature ;

- les représentants du Mouvement écologique mettent en avant la nécessité de privilégier, dans l'entièreté du texte du projet de loi, les notions de transparence, de bonne communication, de participation du public et d'harmonisation des procédures. Dans ce contexte, ils saluent l'idée du Conseil d'Etat de créer un guichet unique qui centraliserait toutes les informations, procédures et règles à respecter en relation avec les zones vertes et les biotopes. En citant l'exemple de l'article 10 du projet, dont l'objet est de modifier l'article 12 de la loi actuelle et de conférer au ministre une certaine marge d'appréciation pour imposer une notice d'impact qui détermine si un projet est susceptible d'affecter une zone Natura 2000 de manière significative et si par conséquent une évaluation des incidences s'impose, le Mouvement écologique fait valoir que, dans l'intérêt de la simplification administrative et afin de gagner du temps, une publicité - qui permettrait *de facto* un droit de recours - devrait entourer cette nouvelle procédure dès son début ;

- il est rappelé qu'au cours de la réunion du 8 mai dernier, lors de laquelle la Commission du Développement durable a procédé à un échange de vues avec des représentants de la Chambre d'Agriculture, ces derniers ont exprimé leurs craintes d'un doublement des pertes en surface agricole. En effet, la grande majorité des situations demandant compensation constitue déjà une perte de surface agricole. Ainsi, par exemple, chaque fois qu'une route est construite, ce sont des terrains agricoles qui sont utilisés à ces fins et sont donc perdus pour l'agriculture. Si maintenant la loi sur la protection de la nature impose en plus de façon systématique des compensations, il est évident que ces mesures auront de nouveau un impact sur la surface utilisée par l'agriculture. Les représentants des ONG environnementales expriment, dans ce contexte, un avis plus nuancé. Ils estiment qu'il est évident que les agriculteurs doivent pouvoir continuer à travailler sur leurs terrains et qu'il ne saurait être question de leur retirer les surfaces à haute valeur agricole dont ils doivent disposer pour jouer leur rôle de garants de la sécurité alimentaire. Ils sont d'avis que la protection de la nature ne doit en aucun cas conduire à une polarisation entre les défenseurs de la nature et les agriculteurs. Le Mouvement écologique considère qu'*a priori*, aucune surface ne sera retirée aux agriculteurs. Cependant, si les surfaces agricoles se situent en zone verte, ces terres devraient néanmoins pouvoir faire l'objet d'une attention particulière. Les représentants de *natur&mwelt* relativisent également les propos des agriculteurs et font valoir qu'il devrait être possible de concilier à la fois la protection de la nature et de la biodiversité et celle des surfaces à haute valeur agricole, en urbanisant notamment de manière prioritaire les terrains encore libres et situés à l'intérieur du périmètre constructible actuel. La proposition de la Chambre d'Agriculture concernant le concept de compensation environnementale globale (p. ex. mesures dans le domaine de l'assainissement énergétique des bâtiments) ne reçoit pas l'aval des ONG environnementales, qui rappellent qu'un des principaux buts du projet de loi sous rubrique est la préservation de la biodiversité. Un membre de la commission parlementaire s'interroge sur l'opportunité de créer un plan sectoriel agricole dans lequel les meilleures terres agricoles seraient répertoriées et ainsi protégées. Monsieur le Ministre délégué fait savoir que des zones agricoles protégées pourraient être concrétisées au niveau de l'aménagement du territoire au moyen du plan sectoriel « Paysages » ;

- pour ce qui est de la mise en place du nouveau système de compensation, les organisations environnementales rappellent que la prémisses doit rester la non-destruction de la biodiversité et que ce n'est qu'à titre subsidiaire que le mécanisme de compensation devra être enclenché. Dans ce contexte, elles estiment qu'il est essentiel de garder à l'esprit que le fait de compenser ne doit pas être considéré comme un chèque en blanc offert aux promoteurs immobiliers et ne doit en aucun cas légitimer tous les projets de construction. En effet, ce serait là un très mauvais signal, car il faut être conscient du fait que certaines pertes ne peuvent pas être compensées. Il faudra dans ce contexte s'assurer qu'un projet de construction pourra toujours être refusé si nécessaire.

Le Mouvement écologique fait savoir qu'il n'était pas demandeur de la mise en place du nouveau système de compensation qui, à son avis, profitera surtout aux promoteurs immobiliers ; *natur&émwelt* accueille favorablement la volonté d'instaurer un système de mesures compensatoires, mais exprime pourtant ses réserves quant à sa teneur actuelle. Les principales craintes et revendications des deux ONG peuvent être résumées comme suit :

- le système numérique d'évaluation et de compensation doit être établi d'après des critères scientifiques unanimement reconnus, afin de n'engendrer aucun doute quant à son interprétation. Ce n'est d'ailleurs qu'à cette condition qu'il sera accepté par la population ;
 - le contrôle et le suivi des mesures compensatoires réalisées risquent de devenir extrêmement compliqués, voire impossibles. Alors qu'actuellement, il existe déjà de nombreux exemples de compensations n'ayant jamais été réalisées (ex : Route du Nord), il est primordial d'éviter une bureaucratisation à l'extrême. Pour cette raison, il serait souhaitable que l'Etat évite la multiplication d'acteurs dans le domaine de la réalisation de mesures compensatoires et mette en place une cellule indépendante pour assurer les missions de suivi et de contrôle de ces mesures ;
 - la gestion des réserves foncières de compensation devra être réalisée de manière cohérente, afin d'assurer la longévité du système de compensation. Cette gestion ne devra en aucun cas être l'affaire d'acteurs privés. Les associations environnementales se prononcent au contraire en faveur d'un gestionnaire public des réserves foncières ;
 - le règlement grand-ducal instaurant les modalités pratiques du fonctionnement du système numérique d'évaluation et de compensation influencera la teneur même de la loi et sera, de l'avis des ONG, au moins aussi important que le texte de la future loi. Dès lors, il devra être disponible dans les plus brefs délais. Monsieur le Ministre délégué opine et informe que le projet de règlement grand-ducal sera disponible dans les prochaines semaines et que, de la même manière qu'il l'a fait pour le texte de l'avant-projet de loi, il organisera un *workshop* avec tous les acteurs concernés afin de recueillir leur avis sur la mouture définitive du texte. Monsieur le Ministre délégué fait en outre savoir qu'un cadastre des biotopes sera établi, afin d'assurer prévisibilité et transparence en la matière ;
- les ONG environnementales rappellent que la fragmentation paysagère est l'une des menaces principales pour la biodiversité. Pour cette raison, elles insistent pour que la notion de « connectivité écologique », de « perméabilité paysagère » ou, mieux encore, de « couloir écologique » soit ancrée dans la loi sur la protection de la nature, afin que son importance soit reconnue. Monsieur le Ministre délégué informe que la notion de « couloir écologique » est prévue dans le plan sectoriel « Paysages » et sera intégrée dans le texte de loi ;

- les ONG environnementales insistent pour que la terminologie des herbicides soit mieux définie, en s'inspirant de la directive 2009/128/CE instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, et ceci afin de garantir une meilleure sécurité juridique. Elles se demandent en outre ce qu'il en est des autres produits phytosanitaires nocifs pour l'environnement, comme les pesticides, insecticides ou fongicides ;
- les responsables de *natur&ëmwelt* rappellent l'importance que revêt la possibilité de créer des zones protégées agréées. En effet, ce nouveau statut leur permettra de garantir un certain degré de protection des terrains acquis notamment avec la contribution financière de la Commission européenne (programme LIFE) ;
- les responsables de *natur&ëmwelt* expliquent leur souhait que la taille des haies vives et broussailles reste interdite pendant la période du 15 février au 1^{er} octobre et non pas, comme le prévoit le projet de loi, au 15 septembre seulement. En effet, si la période d'interdiction était réduite de quinze jours, le début de la période de la taille des haies coïnciderait avec le début de la migration automnale des oiseaux. Or, un nombre élevé d'oiseaux migrateurs sont de passage au Luxembourg en septembre et ces espèces fréquentent les haies vives et se nourrissent de leurs baies et des insectes attirés par ces baies ;
- il devrait être profité du projet de loi sous rubrique pour effectuer un toilettage complet, et non pas seulement une modification mineure, de l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière.

*

Les membres de la commission parlementaire chargent Monsieur Fernand Etgen, en sa qualité de Président du SICONA-Centre, de leur faire parvenir une demande d'entrevue commune avec les représentants du SICONA-Centre, du SICONA-Ouest, du SIAS, du Parc naturel de l'Our et du Parc naturel de la Haute-Sûre, afin que ces derniers puissent exprimer leurs doléances au sujet de projet de loi sous rubrique.

3. Examen des documents européens suivants :

COM (2013) 295 : Communication de la Commission - Les ports : un moteur pour la croissance

COM (2013) 296 : Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour l'accès au marché des services des services portuaires et la transparence financière des ports

COM (2013) 302 : Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter au nom de l'Union européenne au sein des comités compétents de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe en ce qui concerne l'adaptation au progrès technique des règlements n° 13, 13-H, 16, 29, 44, 53, 79, 94, 95, 96, 117 et 130, l'adoption d'une proposition de règlement technique mondial sur les véhicules à hydrogène et à pile à combustible, ainsi que l'adaptation au progrès technique des règlements techniques mondiaux n° 2 et 12 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe

COM (2013) 325 : Proposition de décision du Conseil relative à la

signature, au nom de l'Union européenne, de la convention de Minamata sur le mercure

En l'absence des responsables gouvernementaux concernés, les documents COM (2013) 295 et COM (2013) 296 n'ont pas été examinés.

*

Le document COM (2013) 302 est une proposition de décision relative à la position à adopter au sein des comités compétents de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) en ce qui concerne :

- l'adaptation au progrès technique de certains règlements,
- l'adoption d'une proposition de règlement technique mondial sur les véhicules à hydrogène et à pile à combustible,
- l'adaptation au progrès technique de certains règlements techniques mondiaux de la CEE-ONU.

Au niveau international, la CEE-ONU élabore des prescriptions harmonisées ayant pour objet d'éliminer les entraves techniques au commerce des véhicules à moteur entre les parties contractantes et d'assurer que lesdits véhicules offrent un niveau élevé de sécurité et de protection de l'environnement.

L'Union européenne a adhéré à l'accord de la CEE-ONU concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions, ainsi qu'à l'accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues.

Les réunions du Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules de la CEE-ONU (WP.29) ont lieu trois fois par an. À chaque réunion, des amendements aux règlements ou aux règlements techniques mondiaux de la CEE-ONU en vigueur sont adoptés afin de tenir compte du progrès technique. Ces amendements sont adoptés par l'un des six groupes de travail du WP.29 préalablement à chacune de ses réunions.

Au cours d'une réunion postérieure du WP.29, les amendements, les compléments et les rectificatifs sont soumis au vote final si le quorum est atteint et si une majorité qualifiée se dégage parmi les parties contractantes. Dans le cadre du WP.29, l'Union européenne est partie aux deux accords précités et vote au nom des États membres. Une décision du Conseil contenant la liste des amendements, des compléments et des rectificatifs, est préparée pour chaque réunion du WP.29 et autorise la Commission à voter au nom des États membres.

La proposition de décision sous rubrique définit la position de l'Union européenne sur les amendements, les compléments et les rectificatifs qui seront soumis au vote lors de la réunion du WP.29, qui se tiendra du 24 au 28 juin 2013.

*

Le document COM (2013) 325 est une proposition de décision du Conseil européen relative à la signature de la Convention de Minamata sur le mercure.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a mis en place un comité intergouvernemental de négociation et lui a donné un mandat afin d'élaborer un instrument complet, mondial et juridiquement contraignant sur le mercure. Les négociations ont abouti à un texte qui a recueilli l'accord du conseil d'administration du PNUE. La nouvelle convention sur le mercure sera ouverte à la signature à l'occasion d'une conférence diplomatique qui se tiendra à Kumamoto (Japon), du 7 au 11 octobre 2013. Elle portera le nom de « Convention de Minamata sur le mercure » en référence à la ville éponyme située près de Kumamoto où le pire cas de pollution au mercure a été constaté durant les années 1950.

Le texte de la Convention va dans le sens de la position générale de l'Union européenne et le document sous rubrique conclut qu'il convient donc qu'un représentant de l'Union européenne signe ladite Convention.

Pour de plus amples détails concernant le document sous rubrique, il est prié de se référer au document établi par les responsables gouvernementaux et repris en annexe 3 du présent procès-verbal.

4. Divers

Après un bref échange de vues, il est convenu que la demande du groupe parlementaire *déi gréng* d'organiser un débat d'orientation au sujet du développement durable sera traitée lorsque, d'une part, le rapport du Conseil économique et social et du Conseil supérieur pour un Développement durable pour développer un « PIB du bien-être » et, d'autre part, le rapport national la Commission interdépartementale du développement durable sur la mise en œuvre du développement durable, seront publiés.

La prochaine réunion aura lieu le 26 juin 2013 à 11h00.

Luxembourg, le 26 juin 2013

La secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
Fernand Boden

Reform des Naturschutzgesetzes :

Positive Neuerungen – aber sich aufdrängende Nachbesserungen

Stellungnahme des Mouvement Ecologique zur Reform des Naturschutzgesetzes (N°6477)

Projet de loi modifiant

- 1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;*
- 2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière*
- 3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; et*
- 4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement*

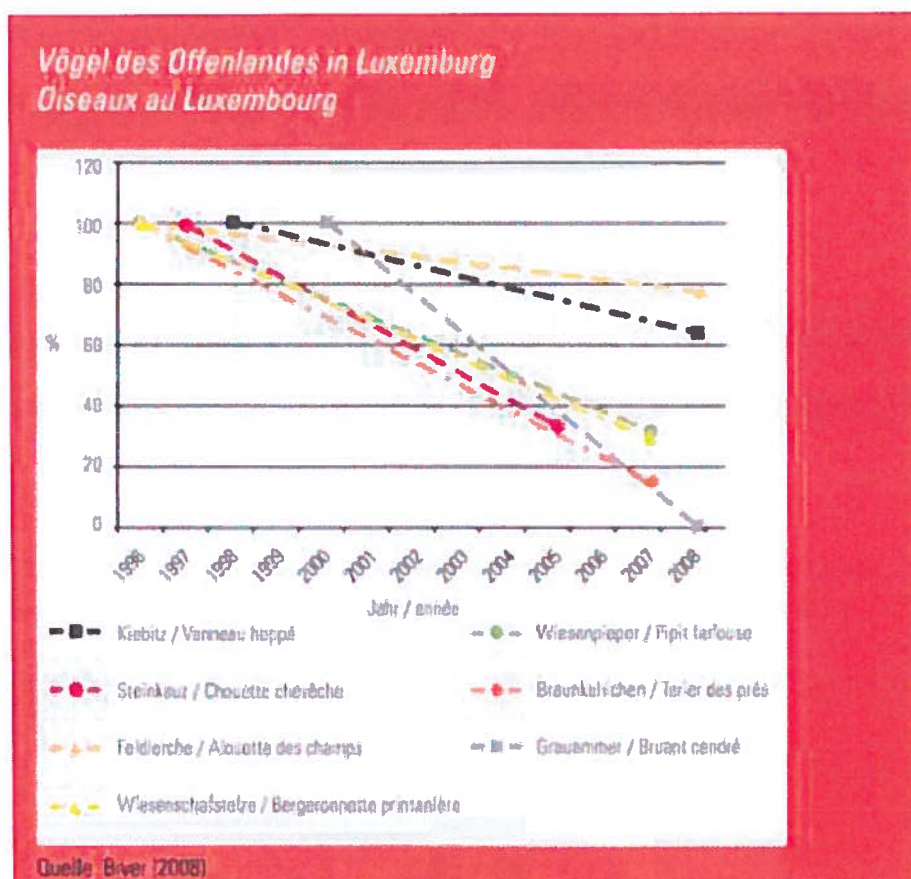
März 2013

1. Trotz neuem Naturschutzgesetz von 2004 – weiterhin negativer Biodiversitätstrend

Im reformierten Naturschutzgesetz von 2004 wurden eine Reihe von positiven Neuerungen in Luxemburger Recht verankert, u.a. da die europäische Vogelschutzrichtlinie und die Flora-Fauna-Habitatrichtlinie umgesetzt wurden. Heute, knapp 10 Jahre später, fällt die Analyse der Wirkung des Gesetzes allerdings recht ernüchternd aus: zwar wurden zwischen 2004 und heute 48 Habitatschutzgebiete ausgewiesen, die Biodiversität ist jedoch in Luxemburg weiterhin auf dem Rückzug.

An diesem generellen Trend ändert auch das Wiederauftauchen oder die Zunahme von einigen wenigen Arten, die von der Eutrophierung der Landschaft oder der Einstellung der direkten Verfolgung profitieren, nichts.

Der Rückgang der biologischen Vielfalt ist besonders ausgeprägt in der Agrarlandschaft. Die Grafik verdeutlicht dies am Beispiel der Entwicklung einiger Vogelarten des Offenlandes im Zeitraum von 1996 bis 2008 (Rapport Observatoire de l'Environnement Naturel, 2012)



Die Ursachen für den weiteren Diversitätsverlust sind vielschichtig, so u.a.:

1.1. Weiterhin Landschaftszerschneidung und Landverbrauch auf hohem Niveau

Seit 2011 hält Luxemburg den Negativrekord in punkto Landschaftszerschneidung innerhalb der EU29 und hat damit Belgien an der Spitze abgelöst (Landscape fragmentation in Europe, EEA, Copenhagen, 2011).

Hiervon sind vor allem Arten mit hohem Raumbedarf betroffen (z.B. Wildkatze), aber auch der genetische Austausch anderer zahlreicher Arten wird hierdurch erheblich erschwert. Größere zusammenhängende Populationen drohen in Kleinstpopulationen zu zersplittern, was zu einem erhöhten Aussterberisiko führt.

Darüber hinaus ist der Landverbrauch in Luxemburg mit 250-300 ha/Jahr sehr hoch und alle Prognosen gehen von einem weiteren Wachstum aus: sowohl betreffend den Landverbrauch als auch den damit verbundenen Zerschneidungseffekt. Bei anhaltendem Trend und unveränderter Bauweise würden im Jahr 2050 Siedlungen und Gewerbebezonen fast die Hälfte der Landesfläche Luxemburgs bedecken. Eine derartige Situation würde sowohl für den Naturschutz als auch für die Landwirtschaft - aber auch für die Lebensqualität - einen unvorstellbaren Verlust bedeuten.

1.2. Landwirtschaft bleibt Hauptfaktor für Biodiversitätsverlust

Landwirtschaftliche Akteure verweisen sicherlich mit Recht darauf, die Artenvielfalt der Kulturlandschaft, wie wir sie noch vor 50 Jahren kannten, sei gerade durch die Arbeit der Landwirte entstanden. Ebenso wahr ist aber leider, dass die heutige Landwirtschaft den Hauptfaktor für das Verschwinden vieler Arten und Habitate darstellt. Dies ist kein rein nationales Problem, sondern das Ergebnis einer falschen europäischen Agrarpolitik während Jahrzehnten.

Die kooperativen Ansätze der letzten Jahre, wie z.B. Verträge im Rahmen des Biodiversitätsreglementes, haben sich auf die verhältnismäßig kurzen Zeiträume bezogen zwar bewährt, aber sie alleine sind scheinbar wenig geeignet Natur und Biodiversität dauerhaft zu erhalten. Dies nicht zuletzt auch deshalb, da es durch den Strukturwandel der Landwirtschaft schon innerhalb von 10 oder 15 Jahren zu wechselnden Bewirtschaftern kommt, was oft einem Ausstieg aus dem Vertragsnaturschutz gleichkommt.

So wurden z.B. Ende 2011 Biodiversitätsverträge über ca 200 ha (etwa 5 % der Biodiversitätsflächen) nicht mehr verlängert, davon ein Teil auf geschützten Biotopflächen. Selbst wenn die Summe der Verträge durch Neuzugänge sogar weiter leicht ansteigen würde, wäre die Wiederaufnahme der normalen Nutzung auf ökologischen Topflächen eine Katastrophe, da sich z.B. magere Mähwiesen, wenn überhaupt, nur über sehr lange Zeiträume wieder herstellen lassen. Außerdem wurden bisher auf weniger als 5% der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche Biodiversitätsverträge abgeschlossen, zu wenig wie sich zeigt, um dem Artenschwund Einhalt zu bieten.

„Um die biologische Vielfalt in der Agrarlandschaft langfristig zu erhalten und zu entwickeln berechneten Wissenschaftler einen durchschnittlichen Flächenbedarf von 10% der Acker- und 10% der

Grünlandfläche“ (Rapport Observatoire de l'Environnement Naturel, Luxembourg, 2012), d.h. das Doppelte der aktuellen Vertragsfläche in Luxemburg.

Es bedarf daher - neben einer Ökologisierung der Agrarpolitik - weiterer Instrumente auf der Ebene des Naturschutzes um den Biodiversitätsschwund in der Agrarlandschaft zu stoppen.

1.3. Forstwirtschaft – positive und negative Tendenzen

Die Biodiversität im Wald ist bisher weniger starkem Druck ausgesetzt als die Offenland-Ökosysteme.

Besonders im öffentlichen Wald gab es in den letzten Jahren eine vorsichtig positive Entwicklung in Bezug auf die Erhaltung von Alt- und Totholz, hin zu einem plenterartigen Dauerwald. Allerdings wurde parallel eine Erschließung mit Wirtschaftswegen und Rückegassen auf großen Flächen durchgeführt, die für viele störungsempfindliche Arten zu einem erheblichen Brutraumverlust führen bzw. geführt haben. Auch die geplante Verjüngung der Laubwälder, durch die Entnahme vieler alter Bäume welche gerade für viele bedrohte Waldarten Lebensraum bieten, muss aus der Sicht des Biodiversitätsschutzes kritisch gesehen werden.

Hinzu kommen zunehmende Wetterextreme durch den Klimawandel, die sich negativ auf die Waldökosysteme auswirken und die weiterhin zu hohen Wilddichten, die eine Naturverjüngung verhindern.

1.4. Fehlender Respekt und Vollzug des aktuellen Gesetzes

Das Naturschutzgesetz von 2004 hat einen Rechtsrahmen geschaffen, der eigentlich wenig Spiel für einen weiteren Biodiversitätsverlust geboten hat. Die durch die Habitatrichtlinie besonders geschützten Biotope und Arten wurden in das Gesetz aufgenommen und in einer „*Instruction d'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*“ präzisiert. Trotzdem muss festgestellt werden, dass geschützte Wiesentypen umgepflügt und Trockenrasen gedüngt werden, ohne dass dies Konsequenzen hat, obschon es sich hierbei eindeutig sowohl um einen Verstoß gegen die Cross-Compliance-Vorschriften als auch gegen das Naturschutzgesetz handelt. Ein weiteres Beispiel sind die zahllosen Naturhecken, die in Kastenhecken umgewandelt wurden, obschon dies spätestens seit 2004 unmissverständlich verboten ist. Konsequenz: besonders gefährdete Arten verlieren ihre Brutmöglichkeiten, da Kastenhecken nicht besiedelt werden (z.B für den bedrohten Raubwürger) und wegen der stark reduzierten Blattfläche und dem Fehlen von Blüten weniger Futter bieten.

Ein gutes Naturschutzgesetz kann diese Defizite sicherlich nicht alle alleine beheben. Allerdings sollte die Reform des Gesetzes dazu genutzt werden - mehr als derzeit vorgesehen - die Rahmenbedingungen für einen Biodiversitätsschutz messbar zu verbessern.

2. Der vorliegende Gesetzesentwurf: Bei allem Entgegenkommen an (land-)wirtschaftliche Interessen : Naturschutz ist umweltpolitischen Zielsetzungen verpflichtet !

Das neue Gesetzesprojekt weist sonder Zweifel eine Reihe von Neuerungen auf, welche auch aus Naturschutzsicht positiv zu werten sind, so wie dies auch von bestimmten Kreisen angeführt wird. Dabei handelt es sich jedoch nur um die eine „Seite der Medaille“. Denn: so manche Maßnahme, die vielleicht auf den ersten Blick als eher naturschutzfreundlich erscheinen mag, wurde wohl vor allem auch im Interesse einer weiteren Wachstumspolitik eingeführt.

- Einführung des Ökopunktesystems: vor allem auch im Interesse ökonomischer Aktivitäten / weiterer Siedlungs- und Bauprojekte

Die Einführung des Ökopunktesystems ist per se eine a priori wirtschaftsfreundliche Maßnahme, da sie **den Kompensationsbedarf vereinfacht** und ggf sogar reduziert wie verschiedene Simulationen anhand konkreter Beispiele zeigen.

Wobei folgende Anmerkung von Bedeutung ist: die im folgenden angeführten Neuerungen sind sicherlich sinnvoll und führen auch zu einer Versachlichung. Aber: sie stellen jetzt nicht a priori einen Qualitätsgewinn aus Naturschutzsicht dar, sondern eine bessere Handhabung aus Sicht der Akteure, die Projekte im Baubereich usw. umsetzen wollen.

In der Tat ist die Kompensation von Eingriffen bereits heute Bestandteil des Naturschutzgesetzes von 2004. Neben dem Wald (Artikel 13) müssen seit 2004 schon alle zerstörten Biotop und Habitate von geschützten Arten (Artikel 17) kompensiert werden. Neu ist lediglich der geplante, sogenannte flächenhafte Ansatz, d.h. dass die gesamte Flächennutzung einer Eingriffs- aber auch Kompensationsfläche (also auch von Nichtbiotopen wie Gärten, versiegelten Flächen...) in die Berechnung einfließt. Dadurch entsteht somit kein Mehrbedarf an Kompensierungen, da z.B. die naturnahe Gestaltung eines Siedlungsprojektes künftig mit berücksichtigt wird und damit weniger Kompensierungsmaßnahmen anfallen als beim aktuellen Naturschutzgesetz.

In der Tat haben Simulationen des Nachhaltigkeitsministeriums anhand konkreter Beispiele gezeigt, dass die Anwendung des Ökopunktesystems zu einem geringeren Kompensationsbedarf führt als der bisherige, verbal-argumentative Ansatz, also die sogenannten „Avis“ der Natur- und Forstverwaltung.

Die Einführung des Ökopunktesystems stellt aber vor allem eine Vereinfachung der Kompensationsmaßnahmen dar und führt zu geringeren Kosten. Die Anlage eines Ökokontos als Bestandteil dieses neuen Systems erlaubt es nämlich im Vorfeld und unabhängig von einem konkreten Eingriff Kompensationsmaßnahmen durchzuführen. Das erlaubt es mit weniger zeitlichem Druck zu arbeiten und daher z.B. Flächen günstiger zu erwerben. Davon profitiert die Wirtschaft, da Kompensationen kostengünstiger werden.

Weiterhin wird durch das **numerische Verfahren die Bewertung objektiver und erhöht die Planungssicherheit zukünftiger Infrastrukturprojekte**, da der Interpretationsspielraum des Bearbeiters klarer eingegrenzt ist. Nicht umsonst wird die Einführung eines solchen Systems von der OECD auch für Luxemburg gefordert und von der Wirtschaft generell begrüßt.

- **Neuerungen im Interesse der Landwirtschaft**

Auch aus der Sicht der Landwirtschaft bringt das Gesetzesprojekt eine ganze Reihe von Vorteilen gegenüber dem aktuellen Gesetz, so z.B.:

- der Minister kann Landwirten eine Genehmigung erteilen um punktuell Wald oder Biotope zu entfernen zwecks Verbesserung der Parzellierung landwirtschaftlicher Flächen (Art. 13 und 17);
- Flächen, die im Rahmen eines Biodiversitätsvertrags genutzt wurden, können nach Ablauf eines solchen Vertrages nach einer Übergangsfrist wieder konventionell genutzt werden, wenn es sich hierbei nicht schon vor Abschluss des ersten Vertrages um ein Biotop handelte;
- die Heckenpflege kann bereits ab 15. September erfolgen, was es den Landwirten erlaubt, besonders Hecken auf Ackerstandorten vor der Einsaat der Winterkulturen zu schneiden;
- Wald muss nicht mehr in derselben Gemeinde oder einer Nachbargemeinde kompensiert werden, sondern im selben Wuchsbezirk. Diese Regelung bietet eine größere Flexibilität - auch gegenüber der Landwirtschaft. Oft führt die alte Kompensationsregelung dazu, dass Kompensationen gar nicht umsetzbar waren, weil in der selben Gemeinde keine geeigneten Grundstücke verfügbar waren.

3. Grundsatzentscheidungen als Basis für das reformierte Naturschutzgesetz treffen

3.1. Kompensierungsmaßnahmen: Auch im Interesse von der Natur oder eher nur als Ablasshandel?! Erreichen von naturschutzpolitischen Ziel ist ein „Must“!

Das vorliegende Gesetzesprojekt erweitert das Prinzip der Kompensierbarkeit von Projekten und führt das Oekopunkte-System ein.

Der Mouvement Ecologique möchte dabei betonen, dass er kein Befürworter dieses Systems war, da wir hier einen „Ablasshandel“ befürchten resp. die Gefahr sehen, dass gängige Naturschutzarbeiten nun unter dem Deckmantel der Kompensierungen stattfinden.

Wenn wir denn dieses System akzeptieren können - da es wohl seitens bestimmter Kreise als „Must“ angesehen wird, damit Luxemburg weiterhin einem gewissen Wachstumszwang unterliegen kann ohne dass Natur und Umwelt definitiv 100% unter die Räder kommen - dann kann dies nur unter sehr klaren Rahmenbedingungen sein.

Als absolute Voraussetzungen sehen wir dabei folgende:

- **Natureingriffe vermeiden bleibt eine absolute Priorität - eine Kompensierung ist nachrangig!**

Der Mouvement Ecologique fordert, dass ein Ökopunktesystem nicht automatisch dazu führt, dass alle Projekte, unabhängig vom Impact, genehmigt werden. Abgesehen davon, dass verschiedene Eingriffe real überhaupt nicht kompensierbar sind, würde dies auch einen riesigen Ökopunktebedarf generieren, vor dem die Landwirtschaft mit Recht warnt. Wird das System jedoch korrekt angewandt, kann dies zu einer Steuerung (Eingriffe werden dort durchgeführt wo der geringste Kompensationsbedarf besteht) und zu positiven Effekten führen, da die Kompensationen gebündelt werden und somit der Natur mehr bringen. Die Vermeidung von Ökopunkten soll so zu einer platzsparenderen und kompakteren Umsetzung von notwendigen Projekten in Luxemburg führe.

- **Alle biologischen Wertefaktoren berücksichtigen!**

Aus Naturschutzsicht beinhaltet die Einführung des Ökopunktesystems erhebliche Risiken, z.B. wenn die Punktezah pro Biotopeinheit politisch geschönt oder die ganzen Kompensationsmaßnahmen losgelöst vom realen Biotopverlust durchgeführt werden. Demgegenüber kann man argumentieren, dass das bisherige Kompensationssystem auch nicht zu einem zufriedenstellenden Resultat geführt hat. Es ist daher unerlässlich, dass eine saubere, nachvollziehbare Bewertung der vorhandenen Biotope und planungsrelevanter Arten vor jedem Eingriff und jeder Kompensationsmaßnahme durchgeführt wird und einsehbar ist.

Der Mouvement Ecologique fordert daher, dass das Punktesystem alle biologischen Wertefaktoren, z.B. auch die Habitate besonders bedrohter Arten, berücksichtigt, da nur so gewährleistet werden kann, dass an anderer Stelle der Verlust real ausgeglichen wird. Der Mouvement Ecologique begrüßt in dem Zusammenhang, dass die durch europäisches Recht geschützten Habitate durch identische Lebensräume kompensiert werden müssen, da nur so die Vorgaben der Habitatrictlinie respektiert werden können.

- **Regelmäßige Evaluation des Ökopunktesystems im Gesetz festschreiben!**

Ein regelmäßiges Monitoring der betroffenen gefährdeten Habitate und Arten, und besonders eine Erfolgskontrolle der Kompensationsflächen, muss integraler Bestandteil einer Ökopunkteregelung werden!

- **GIS-gestützte und öffentliche Einsicht der Kompensationsflächen!**

Um den langfristigen Schutz der Kompensationsmaßnahmen zu sichern sowie eine Planungssicherheit bei Landwirtschaft und Wirtschaft sicherzustellen, müssen Kompensationsflächen über eine GIS-gestützte Datenbank (z.B. geoportail) für jedermann einsehbar und damit öffentlich sein.

- **Flächenpoolgestaltung in öffentliche Hand geben!**

Naturschutz ist eine Verantwortung der öffentlichen Hand, natürlich in Zusammenarbeit mit der Landwirtschaft. Es kann und darf nicht sein, dass durch ein Ausbau des Ökobonussystems nun

Privatakteure aufgrund ihrer Besitzverhältnisse vorgeben würden, wo welcher Naturschutz betrieben würde...

Außerdem: eine zu starke Einmischung privater Akteure in die Auswahl der Kompensierungsflächen birgt die große Gefahr, dass Terrains teurer werden und weniger zugänglich für die Landwirtschaft bzw. generell weniger Land für landwirtschaftliche Aktivitäten zur Verfügung steht. Deshalb sieht es der Mouvement Ecologique als unabdingbar an, dass der Staat und die Gemeinden den Aufkauf der Areale für die Flächenpoolgestaltung übernehmen. Private Akteure sollten entsprechend keine Betreiber von Flächenpools sein, so wie es das Gesetz derzeit vorsieht! Der Mouvement Ecologique möchte sich mit Nachdruck gegen eine solche Möglichkeit zur Wehr setzen; auch private Stiftungen entsprechen - bei aller Anerkennung ihrer Bedeutung - nicht den Ansprüchen, die eine mittel- und langfristige Verantwortung für eine zielorientierte naturschutzpolitische Gestaltung der Flächenpools erfordert. Die öffentliche Hand bietet die einzige Gewähr für eine - auch politisch verantwortete - Übernahme dieser Aufgabe.

Grundlage für die Auswahl der Gebiete und deren inhaltliche Ausrichtung müssen in der Tat die im Rahmen des Nationalen Naturschutzplans verabschiedeten Arten- und Biotopschutzpläne sein.

Dies bedeutet im Klartext: Staat und Gemeinden müssen gemeinsam sofort mit der Ausweisung und dem Aufkauf von potentiellen Kompensierungsflächen beginnen!

- Flächenpoolgestaltung in Partnerschaft mit der Landwirtschaft

Der Mouvement Ecologique ist der grundsätzlichen Überzeugung, dass die Schaffung und Verwaltung dieser Pools keineswegs auf Kosten der Landwirtschaft gehen muss. Im Gegenteil, es erfolgt sogar ein gewisser Flächenschutz im Interesse der Landwirtschaft! Damit dies aber gewährleistet ist, tritt der Mouvement Ecologique für folgende im Gesetz zu verankernde Rahmenbedingungen ein:

* Landwirtschaftliche Kreise sollten einem Begleitgremium angehören, ebenso wie Naturschutzverbände.

* Es versteht sich von selbst, dass eine extensive Nutzung der Kompensationsflächen nicht nur möglich, sondern erwünscht ist, verbunden mit entsprechenden Entschädigungen für Mehraufwand und Ertragsverlust.

* In der Konsequenz sieht der Mouvement Ecologique auch keinen Grund darin, warum nicht auch guter landwirtschaftlicher Boden in einen Flächenpool einfließen könnte. Ganz im Gegenteil: somit ist gesichert, dass dieser Boden weiterhin für die Landwirtschaft zur Verfügung steht! Der Mouvement Ecologique tritt deshalb ohne wenn und aber dafür ein, hier keine Ausnahmen zu machen! **Konkret bedeutet dies, dass im Rahmen der ‚plans sectoriels‘ in den derzeit in Ausarbeitung befindlichen „zones de protection agricole“ Kompensierungen möglich sein müssen.**

- Lehren ziehen aus den Fehlern der Vergangenheit

In den vergangenen Jahren ja Jahrzehnten wurden eigentlich fast nur negative Erfahrungen mit den Kompensationsprojekten gemacht, dies wohl aus der Sicht aller Akteure. Man sollte die Lehren daraus ziehen. Die Schaffung von Flächenpools ist eine zentrale Maßnahme, doch

sie alleine reicht nicht aus! U.a. sind folgende weitere Bedingungen ein Must:

- * keine Genehmigung bevor die Kompensierungsmaßnahmen festliegen: die Kompensierbarkeit mit den konkreten Auflagen muss präzise festliegen und die Verfügbarkeit der Flächen definitiv geklärt sein, bevor eine Genehmigung für ein Projekt erteilt werden darf;
- * das Projekt und die Kompensierung müssen gleichzeitig erfolgen damit gewährleistet ist, dass nicht wie in der Vergangenheit Kompensierungsprojekte selbst einem anderem Bauprojekt zum Opfer fallen. Deshalb ist ebenfalls die definitive Verankerung der Flächen als Pool eine Voraussetzung!

Außerdem erachtet der Mouvement Ecologique generell eine transparente Kommunikation über Berechnungsmodi des Oekobonussystems, dessen Sinn und Zweck, der Erfolgskontrolle usw. als Must. Für Gemeinden und andere Akteure ist die heutige Vorgehensweise nicht immer nachvollziehbar, was zu überflüssigen Diskussionen und Irritationen führt.

3.2. Kommunalisierung des Naturschutzes: positive neue Akzente – aber weitere Schritte notwendig

Die stärkere Einbeziehung der Gemeinden hat zwar den generellen Schwund der biologischen Vielfalt in Luxemburg nicht stoppen können, aber in einer Reihe von Fällen zu Erfolgen im Arten- und Biotopschutz geführt. Man denke nur an die Vorreiterrolle einiger Gemeinden bei der Einführung des Vertragsnaturschutzes mit der Landwirtschaft oder der Ausweisung der ersten Naturwaldreservate in Luxemburg.

Ebenso wichtig wie die konkreten Aktionen, welche die Gemeinden durchgeführt haben, ist die Einbeziehung der Kommunalpolitik für den Schutz der Biodiversität und die Übernahme einer kommunalen Verantwortung in diesem Handlungsbereich. Wie in anderen Politikbereichen auch, brauchen wir ein Miteinander von Staat und Gemeinden. Das setzt allerdings ein partnerschaftliches Vorgehen voraus!

Bisher bleibt bei vielen Gemeindeverantwortlichen aber der Eindruck, dass die Hilfe der Kommunen zwar willkommen ist, der Staat aber immer gerne allein die Richtung bestimmt. Symptomatisch war die bisherige Regelung bei der Ausweisung kommunaler Schutzgebiete: warum soll eine Gemeinde die Initiative für die Ausweisung eines solchen Schutzgebietes ergreifen, wenn sie nachher in dieser Zone nichts bestimmen kann, da die alleinige Kompetenz beim Staat liegt?

Das vorliegende Gesetzesprojekt bringt eine Reihe von Schritten in die richtige Richtung, aber ein „Biodiversitätspakt“ zwischen Staat und Gemeinden sieht doch noch anders aus, da die Gemeinden wohl als Akteur vor Ort unumgänglich sind, aber eben nicht als Partner auf gleicher Augenhöhe angesehen werden.

Letztendlich hängt die erfolgreiche Kommunalisierung des Naturschutzes nicht nur, aber auch, vom Geld ab. Wenn sich die Gemeinden stärker für den Erhalt der Biodiversität engagieren sollen, ist die Anpassung der staatlichen Fördermittel eine Frage der Glaubwürdigkeit! Ebenso sollte darüber nachgedacht werden über den Umweltfonds die Gemeinden einmalig beim Beitritt in ein Naturschutz- oder Naturparksyndikat zu unterstützen, da der einmalige Aufwand zum Beitritt doch vor allem für kleinere Gemeinden abschreckend sein könnte.

Der Mouvement Ecologique fordert daher eine Reihe von Detailanpassungen im Gesetzestext, um die Fortentwicklung der Kommunalisierung des Naturschutzes zu gewährleisten (siehe Detailvorschläge weiter unten).

3.3. Die „utilité publique“ als Kriterium für Naturschutzentscheidungen

Der Staatsrat führt in seinem Gutachten zu Recht an, dass es einen großen Unterschied zwischen „utilité publique“ und „intérêt général“ gibt. Nach Ansicht des Mouvement Ecologique versteht es sich von selbst, dass zentrale Eingriffe in die Natur nur aufgrund des „utilité publique“-Gedankens erfolgen sollen, insofern soll diese Bestimmung u.a. in Artikeln 5, 12, 15, 33 und 52 beibehalten werden.

3.4. Information und Beteiligung der BürgerInnen gewährleisten

Das vorliegende Gesetzesprojekt führt eine Reihe von Neuerungen in Bezug auf die Bürgerbeteiligung ein, z.B. bei den Impaktstudien betreffend Eingriffe in NATURA-2000 Gebiete aber auch bei der Ausweisung neuer Zonen. Bei den kommunalen Schutzgebieten ist das aber nicht der Fall. Eine nicht hinnehmbare Situation, da sowohl die Landnutzer als auch die interessierten Bürger die Möglichkeit haben müssen diese Dokumente einzusehen und ggf. Einspruch zu erheben.

Der Mouvement Ecologique fordert einheitliche Prozeduren und eine generelle Publikation der Dossiers im Internet. Diese Forderung führt im Übrigen auch der Staatsrat an.

3.5. Vor allem: verstärkter Naturschutz benötigt weitaus mehr Kommunikation!

Mit der letzten Reform des Naturschutzgesetzes wurden neue wichtige Wege begangen, wie z.B. das Partenariat Staat / Gemeinden ausgebaut, der nationale Aktionsplan eingeführt, der „Observatoire de l’environnement naturel“ geschaffen u.a.m. Diese Instrumente leisten sicherlich einen wichtigen Beitrag zur heutigen Naturschutzpolitik. Allerdings kommt man nicht um eine Erkenntnis umhin: nach wie vor mangelt es BürgerInnen und Bürgern, aber vor allem auch betroffenen Akteuren wie z.B. Landwirten, Gemeinden ... an ausreichenden Informationen.

Es ist festzustellen, dass die Akzeptanz für Naturschutzmaßnahmen z.T. auch deswegen nicht ausreichend ist, da z.B. die Bedeutung von „*corridors écologiques*“ nicht bekannt ist, das System der Oekopunkte mit seinen hohen Punktezahlen an frühere Zeiten der italienischen Lire erinnert (auch wenn gewusst ist, dass Kompensierungsmaßnahmen in Höhe von 500.000 Oekopunkten recht bescheiden sind, so klingt dies doch recht abschreckend wenn man nicht Insider ist), oder die Bedeutung der unterschiedlichen Schutzzonen nicht immer bekannt ist.

Der Mouvement Ecologique drängt deshalb ebenfalls darauf, dass

- statt neuer „*sentiers pédagogiques*“ oder zusätzlicher „*centres d’accueil*“ das Nachhaltigkeitsministerium alle Kraft darauf verlegt, Gemeinden, Landwirte, BürgerInnen usw. weitaus offensiver über die Herausforderungen des Naturschutzes und die

Rahmenbedingungen, gesetzlichen Prozeduren zu informieren und zu beraten. Falls hierzu weiteres Personal notwendig sei, müsste das dem Ministerium zugestanden werden, denn an anderer Stelle werden hierdurch erhebliche Reibereien und Zeitverluste vermieden;

- ein *“guichet unique”* eingerichtet werden soll, so wie vom Staatsrat in seinem Gutachten vorgeschlagen. Zitat: *« Dans ce contexte, le Conseil d’Etat privilégie l’idée de l’installation d’un site unique destiné à servir d’endroit de publication officielle pour l’ensemble de l’information électronique de l’Etat. L’information, ainsi rendue plus facilement accessible, devrait contenir tous les renseignements sur les éléments procéduraux ainsi que les délais applicables. Rien ne devrait d’ailleurs empêcher les ministères et administrations concernés de prévoir sur leurs sites respectifs une publication parallèle, voire les liens utiles dirigeant le public intéressé sur le prédit site unique. »*

4. Aufbauend auf den Vorbemerkungen: Konkrete Abänderungsvorschläge

Der Mouvement Ecologique möchte im Folgenden keine Unzahl an kleineren wünschenswerten Abänderungsvorschläge anführen, sondern nur jene, die aus seiner Sicht besonders bedeutsam sind.

Im nachstehenden Text werden dabei die Artikelnummern des Gesetzesprojektes, gefolgt von denen des *„texte coordonné“* übernommen.

Artikel 3 (Artikel 3): Kohärenz und Transparenz durch Ausbau der Definitionen

Der Mouvement Ecologique begrüßt, dass die Problematik der Landschaftszerschneidung und der Bedeutung von Korridoren für wandernde Arten erkannt wurde. Um Interpretationsproblemen vorzubeugen erachten wir es aber als notwendig den in Artikel 56 eingeführten Begriff *„connectivité écologique“* zu definieren:

Der Mouvement Ecologique schlägt daher vor Artikel 3 zu ergänzen:

« u) connectivité écologique : lien fonctionnel entre les différents habitats vitaux pour une espèce menacée ou protégée en vertu de la présente loi, permettant la migration des individus et la circulation des gènes. »

Artikel 6 (Artikel 5): Teilgenehmigung des „Plan d’aménagement général“: Suche nach einer wünschenswerten rechtlichen Lösung!

Im aktuellen Gesetz hat der Umweltminister nur die Möglichkeit einen kommunalen Flächennutzungsplan in Bezug auf die Grünzone integral zu genehmigen oder aber integral abzulehnen. Eine Teilgenehmigung bzw. eine Nicht-Genehmigung für ein oder mehrere bestimmte Areale war nicht möglich, so dass die Gemeinden entweder durch eine unnütze Prozedur erhebliche

Zeit verloren oder der Umweltminister gegen besseren Wissens einem PAG integral zustimmen musste.

Der Mouvement Ecologique begrüßt daher den Vorschlag der Neufassung von Artikel 6, die die Teilgenehmigung von Flächennutzungsplänen durch den für Umwelt zuständigen Minister ermöglicht.

Die rechtlichen Argumente, welche dieser Vorgehensweise zuwiderlaufen würden und vom Staatsrat angeführt werden, erscheinen natürlich auch schlüssig.

Allerdings: die heutige Bestimmung ist weder im Interesse der Gemeinden noch des für Naturschutz zuständigen Ministers! Es wäre nach Ansicht des Mouvement Ecologique höchst wünschenswert eine rechtlich vertretbare Lösung zu finden.

Sollte die Abgeordnetenkammer nicht ein Rechtsgutachten in Auftrag geben, wie eine solche Lösung aussehen könnte?

Artikel 9 (Artikel 8bis): Herbizidverbot auf weitere relevante Flächen ausweiten

Der Mouvement Ecologique begrüßt den im Gesetzesprojekt gemachten Vorschlag ein Herbizidverbot auf verschiedenen öffentlichen Flächen einzuführen. Allerdings teilt der Mouvement Ecologique die Ansicht des Staatsrates, es wäre nicht sinnvoll Eisenbahntrassen usw. integral dieser Verpflichtung zu entlassen, da diese Flächen doch als besonders problematisch zu werten sind...

Absolut nicht einverstanden sein kann der Mouvement Ecologique jedoch mit der Anregung des Staatsrates sein, in einem großherzoglichen Reglement quasi „Produkte“ anzuführen, welche verboten sein sollen. Dies wäre für Luxemburg absolut nicht umsetzbar und in diesem Ausmaß auch nicht erforderlich, gibt es doch geschätzt über 200 verschiedene chemische Wirkstoffe mit ca. 450 zugelassenen Produkten in Luxemburg.

Insofern tritt der Mouvement Ecologique für folgende Kompromisslösung ein: Luxemburg sollte einfach die Definition von Herbiziden übernehmen, wie sie auch in der entsprechenden EU-Richtlinie Direktive zu finden ist, dies müsste ein ausreichende juristische Basis darstellen.

Zitat aus der Richtlinie 2009/128/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden (Artikel 3/10):

„Pestizid“:

a) ein Pflanzenschutzmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009;

b) ein Biozid-Produkt im Sinne der Richtlinie 98/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Februar 1998 über das Inverkehrbringen von Biozid-Produkten (2). DE L 309/74 Amtsblatt der Europäischen Union 24.11.2009 (1) ABl. C 321 vom 31.12.2003, S. 1. (2)”

Artikel 10 (Artikel 12)

Hier wird eine neue Trennung eingeführt zwischen den generellen Eingriffen in die Natur (Artikel 12) und jenen in Schutzgebieten (Artikel 12bis). Während Eingriffe in spezielle Zonen von „vornherein“ einer Impaktstudie unterliegen müssen, gilt dies für Eingriffe in anderen Zonen nur dann, wenn davon auszugehen ist, dass das Projekt signifikante Auswirkungen auf Natur und Biodiversität haben könnte („*susceptibles d’affecter de manière significative ...*“).

Diese Neueinteilung mag in dem Sinne als angebracht erscheinen, da Eingriffe in Schutzgebieten natürlich einer gesteigerten Sorgfalt unterliegen sollen und „leichte Eingriffe“ in einer Grünzone evtl. keiner Impaktstudie unterliegen müssen.

Die Neueinteilung umfasst jedoch zwei große Probleme, die zudem zu Rechtsunsicherheiten führen können:

- Die Interpretation von „*manière significative*“ bietet natürlich recht breiten Spielraum. Auch wenn der Begriff aus der Richtlinie übernommen wurde, sollte er nicht destotrotz klarer im vorliegenden Gesetz definiert werden, damit nachher nicht die Richter Entscheider darüber sein müssen, was der Gesetzgeber wollte...
- Vor allem aber riskieren hier gravierende Probleme ganz zum Schluss von Entscheidungsprozeduren aufzutreten. Denn Fakt ist: Es kann durchaus sein, dass Akteure (Umweltbewegungen, direkt Betroffene, BürgerInnen... aber wohl auch Gemeinden, Naturschutzsyndikate) die Situation anders einschätzen, als der für Umwelt zuständige Minister. D.h. während der Minister evtl. der Überzeugung ist, Eingriffe seien als „nicht signifikativ“ einzuschätzen und eine Impaktstudie wäre nicht erforderlich, können andere das anders sehen. Allerdings wird ihnen erst ganz zum Schluss der Prozedur - also wenn die Naturschutzgenehmigung vorliegt - das Recht eingeräumt dies in Frage zu stellen. Was also, wenn nachdem die Naturschutzgenehmigung erteilt wurde, ein Akteur den Minister vor Gericht zitiert und anführt, die Naturschutzgenehmigung sei nicht zulässig, da der Impakt durchaus „signifikativ“ gewesen sei und entsprechend eine Impaktstudie erforderlich gewesen wäre... und er dann vor Gericht Recht erhalten würde?

Dies wäre doch für alle Betroffenen eine höchst problematische Situation, da alle Planungsarbeiten in Frage gestellt würden. Der Mouvement Ecologique drängt auf einer Lösung, die nicht dieser „*end of pipe*“-Realität entsprechen würde. Z.B. könnte als Minimum eine Internetseite eingerichtet werden, auf der über Entscheidungen des Ministers informiert wird (und so Akteure zumindest ihre Bedenken formulieren können); über eine Einbindung des „*conseil supérieur*“ nachgedacht werden oder aber zumindest über eine Einbindung der Gemeinden und Gemeindesyndikate...

Der Mouvement Ecologique richtet auf jeden Fall einen Appell an die Abgeordnetenversammlung hier nach Lösungen zu suchen die Akteuren zumindest die Möglichkeit gibt, den Minister frühzeitig auf Bedenken aufmerksam zu machen, damit dieser ggf. seine Entscheidung revidieren kann.

Artikel 11 (Artikel 12bis)

Der Mouvement Ecologique tritt bei folgendem Artikel ebenfalls für eine Reihe von zentralen Neuerungen ein:

- **Grenzüberschreitende Konsultation verankern**

Der grenzüberschreitende Impact ist nicht geregelt, was vor allem im Naturschutzbereich absolut widersinnig ist, da gerade durch einzelne Projekte weitreichende Auswirkungen auf angrenzende wertvolle Areale oder Arten entstehen können. Hier müsste eine entsprechende Regelung eingebaut werden. Auch diverse EU-Vorgaben heben immer wieder die Bedeutung einer grenzüberschreitenden Regelung hervor.

- **Rückfragemöglichkeit des Ministeriums und Antwortrecht / -pflicht des Antragstellers zufriedenstellender regeln**

Der Entwurf sieht vor, dass der Minister nur einmal Informationen beim Antragsteller rückfragen kann. Dabei gibt es weder für den Minister eine Zeitvorgabe, noch für den Antragsteller (worauf ebenfalls der Staatsrat verweist). Außerdem: was ist, wenn trotz dieser Rückfrage nicht alle Informationen vorliegen, der Antragsteller nur gewisse Informationen oder aber ein unzureichendes Feedback auf die ministerielle Anfrage gibt? Soll das Projekt dann obwohl evtl. wichtige Daten fehlen in die öffentliche Prozedur gehen? D.h. wenn ein Antragsteller auf diese Art und Weise relevante Informationen vorenthalten wollte, müssten sich aber BürgerInnen, Gemeinden ... damit auseinandersetzen? Eine absolut widersinnige Regelung.

Im Kommodo-Gesetz wird das Rückfragerecht des Ministers / der Verwaltung - wenn auch aus der Sicht des Mouvement Ecologique nicht optimal - aber immerhin schlüssiger geregelt. Auch im Sinne der Harmonisierung der Gesetze sollte man sich deshalb für die Regelung im Naturschutzgesetz am Kommodo-Gesetz orientieren.

- **Informationsrecht / Partizipation der BürgerInnen klarer regeln**

Das Gesetzesprojekt sieht vor, dass eine Informationsversammlung stattfinden muss. Auch hier schlägt der Mouvement Ecologique erneut vor, dass eine Harmonisierung erfolgen soll und man sich am Gesetz zur Flächennutzung orientieren sollte. Dieses schreibt nämlich vor, dass die Informationsversammlung zum Flächennutzungsplan zu Beginn der Prozedur stattfinden müsse. Ebenso soll die Information über diese Sitzung auch in der Tagespresse angekündigt sein, sowie das Dossier per Internet einsehbar sein. All jene Elemente sollten auch in Bezug auf Artikel 11 übernommen werden! Zitiert sei aus dem koordinierten Gesetzestext zu den Flächennutzungsplänen:

« Le collège des bourgmestre et échevins tient au moins une réunion d'information avec la population au cours des premiers quinze jours du délai de publication à la maison communale et après la publication dans les quatre quotidiens. La publication dans les quotidiens fait mention des lieu, date et heure de la réunion d'information ainsi que du site électronique où est publié le résumé du projet d'aménagement général. »

- **Gegen die vom Staatsrat vorgeschlagene 200-Meter-Regelung**

Der Staatsrat schlägt eine Konkretisierung des Begriffes vor, und schlägt vor, dass wie im Kommodo-Bereich eine Gemeinde in der Umgebung von 200 Metern eines Eingriffs als betroffen angesehen wird. Der Mouvement Ecologique widersetzt sich ausdrücklich diesem Vorschlag des Staatsrates!!

Im Naturschutzbereich von derartigen Dimensionen auszugehen, zeugt von einer Unkenntnis biologischer Zusammenhänge... Wissenschaftliche Fakten, wie z.B. das Gebot von größeren Lebensräumen für bestimmte Arten, dem Verlauf von Korridoren usw. widersprechen einer derartigen Regelung. Naturschutzfachliche wissenschaftliche Kriterien müssen die Basis sein, insofern ist aus naturschutzfachlicher Sicht der Begriff „*concerné*“ durchaus konkretisierbar.

Artikel 12 (Artikel 13): Waldkompensationen nur im selben Wuchsbezirk

Im aktuellen Gesetz muss der Wald nur in derselben oder aber in einer angrenzenden Gemeinde kompensiert werden. Artikel 12 führt nun die Möglichkeit ein, eine Waldkompensierung innerhalb desselben oder des angrenzenden „*secteur écologique*“ durchzuführen, das heißt innerhalb eines viel größeren Raumes als bisher.

Der Mouvement Ecologique kann sich auch im Interesse der Praktikabilität sowie im Interesse der Landwirtschaft unter Umständen noch mit einer Kompensation im selben „*secteur écologique*“ einverstanden erklären, da dies aus naturschutzfachlicher Sicht noch vertretbar erscheint. In der Tat herrschen in einem „*secteur écologique*“ die gleichen geologischen und klimatischen Bedingungen und somit kommen auch die selben Waldtypen hier vor.

Ein Ausweichen auf einen benachbarten „*secteur écologique*“ jedoch, wie im Gesetzesprojekt vorgesehen, ist naturschutzfachlich unvertretbar! Dies, da hier nicht mehr von den gleichen klimatischen, und geologischen Gegebenheiten und somit Pflanzengesellschaften ausgegangen werden kann und das Prinzip der „ökologisch gleichwertigen“ Kompensation in Frage gestellt wäre.

Positiv wertet der Mouvement Ecologique das neu eingeführte Verbot von Kahlschlägen auf Flächen von mehr als 1 ha.

Der Mouvement Ecologique fordert Abschnitt 2 wie folgt zu ändern :

„Le ministre imposera des boisements compensatoires quantitativement et qualitativement au moins égaux aux forêts supprimées et cela dans le même secteur écologique. Sans préjudice des dispositions..... »

Artikel 13 (Artikel 17): Habitatschutz für besonders gefährdete Arten wieder aufnehmen

Artikel 17 war in der Vergangenheit schon öfters Gegenstand heftiger Diskussionen zwischen Landnutzern und Naturschützern. Umso wichtiger ist es, nun im Rahmen einer Überarbeitung des Gesetzes klare Regeln einzuführen, damit Ungewissheiten von vorneherein vermieden werden.

Der Mouvement Ecologique tritt dabei für folgende Vorgehensweise ein:

- **Genehmigungsfreie Arbeiten im Rahmen eines großherzoglichen Reglementes definieren, dies basierend auf dem bereits existierenden „*règlement ministériel*“**

Der Mouvement Ecologique ist der Überzeugung, dass der Gesetzgeber von vorne herein einer Willkür - auch von staatlicher Seite - Tor und Riegel verschieben soll. Deshalb setzen wir uns bereits seit Jahren dafür ein, dass die „*circulaire ministérielle*“, die vom ehemaligen Minister L.Lux zur Interpretation von Artikel 17 erstellt wurde, den Charakter eines großherzoglichen Reglementes erhalten soll. D.h. dass von vorneherein geregelt ist, für welche Eingriffe KEINE Genehmigung erforderlich ist! Für alle anderen wäre dies dann geboten. Die „*Circulaire*“ hat sich in dem Sinne auch bewährt, es wäre desto sinnvoller, wenn sie einen höheren juristischen Stellenwert erhalten würde.

Da die entsprechende „*circulaire ministérielle*“ bereits vorliegt, müsste es möglich sein, diesen Reglementsentwurf parallel mit dem reformierten Naturschutzgesetz zu verabschieden, dies umso mehr es sonst für die Bürger nicht nachvollziehbar ist, was es bedeutet, wenn eine Fläche in den Biotopkataster aufgenommen wurde.

- **Habitatschutz von besonders geschützten Arten wieder aufnehmen**

Bei der Gesetzesnovelle von 2004 wurde im Rahmen der Umsetzung der europäischen Richtlinien der Schutz der Habitats besonders geschützter Arten aufgenommen. Diese Bestimmungen wurden im neuen Gesetzesentwurf nicht übernommen, was aus der Sicht des Mouvement Ecologique völlig inakzeptabel ist. Es wäre auch nicht besonders zielführend besondere Arten- und Biotopschutzpläne zu entwickeln und mit Steuergeldern im Rahmen des Nationalen Naturschutzplanes PNPN umzusetzen und bei Eingriffen diese Arten nicht zu berücksichtigen!

Artikel 17 ist daher wie folgt zu ergänzen:

« D'une manière générale, il est interdit de réduire, de détruire ou de détériorer les habitats de l'annexe 1, les biotopes détaillés à l'annexe 9 et les habitats des espèces mentionnées aux annexes 2, 3, 6, 7 et 10.

..... Le ministre impose des mesures compensatoires, comprenant des restitutions de biotopes et d'habitats de valeur écologique au moins équivalente aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés. Les habitats de l'annexe 1 et les habitats d'espèces des annexes 2,3, 6, 7 et 10 doivent être compensés par des habitats identiques.....

- **Flexibilisierung für „restructuration du parcellaire“ eingrenzen**

Der Mouvement Ecologique stellt bei Artikel 17 aber auch fest, dass die Flexibilisierung des Naturschutzes hier sehr weit getrieben wird, da eine weitere Sonderregelung für die Landwirtschaft „.....en vue de la restructuration du parcellaire agricole “ geplant ist.

Auch wenn der Mouvement Ecologique die Absicht hinter diesem Text verstehen kann, und in Einzelfällen auch Verständnis für die Vereinfachung der Arbeitsbedingungen für die Landwirte hat, darf diese Regelung nicht zu einer weiteren Banalisierung der Landschaft führen. In der Vergangenheit fanden „remembrements“ häufig auf Kosten von Naturschutzaspekten statt! Diese Fehler dürfen nicht wiederholt werden. **D.h. im Klartext: auch bei der „restructuration parcellaire“ müssen Naturschutzkriterien angewandt werden. Ggf. könnte sogar daran gedacht werden, den „Conseil Supérieur“ zu Rate zu ziehen....** „en vue de la restructuration du parcellaire agricole, le Conseil Supérieur pour la Protection de la Nature entendu en son avis ; ».

Artikel 14 (Artikel 17bis): Bekanntmachung des Biotopkatasters regeln

Artikel 17bis regelt die Einführung eines Biotopkatasters, wobei jedoch keine Vorgaben betreffend die öffentliche Einsicht in diese Unterlagen gegeben werden.

Der Mouvement Ecologique setzt sich dafür ein, dass ebenfalls geregelt werden soll, wie

- die Öffentlichkeit informiert wird, d.h. dass der Kadaster z.B. öffentlich via Internet einsehbar sein muss;
- wie die Information der betroffenen Eigentümer und Landnutzer aber auch der Gemeinden erfolgen soll.

Der Mouvement Ecologique begrüßt die vom Staatsrat vorgeschlagene Formulierung, was die Fortschreibung des Biotopkatasters betrifft.

Artikel 16 (Artikel 34bis): – Information der Bürger verbessern!

- **Besondere Internetseite für die BürgerInnen**

Der Staatsrat rät in Zusammenhang mit diesem Artikel die Einrichtung eines „site électronique installé à cet effet par le Gouvernement“ für generelle Informationen des Staates, die sich an BürgerInnen richten. Der Mouvement Ecologique unterstützt ausdrücklich diese Idee.

- **Aushang auch in der Gemeinde gewährleisten – so wie dies auch bei anderen Dossiers der Fall ist**

Das Gesetzesprojekt sieht lediglich eine Publikation in 4 Tageszeitungen vor, aber kein Aushang mehr in der/ den betroffenen Gemeinde(n). Die Autoren dieses Gesetzesprojektes

waren recht kreativ und führen einmal die Publikation in 2 (Artikel 37), dann wieder in 4 Tageszeitungen (Artikel 34) an... einmal im „Raider“, einmal nicht... Der Mouvement Ecologique ist der Überzeugung, dass auch hier ein Blick auf das Gesetz zur Flächennutzung sinnvoll ist, wo ebenfalls ein weiterer sinnvoller Aushang vorgeschrieben ist. Zitat: *„... le projet d'aménagement général est déposé, ensemble avec toutes les pièces mentionnées à l'article xxx, pendant trente jours à la maison communale où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et invitant le public à prendre connaissance du projet. Endéans les premiers trois jours de la publication à la maison communale, le dépôt est publié dans au moins quatre quotidiens imprimés et publiés au Grand-Duché de Luxembourg et un résumé du projet d'aménagement général est publié sur support informatique. »*

Warum diese Bestimmung nicht in der Form bei allen im Naturschutzgesetz vorgesehenen Anhörungen übernehmen?

- **Zeitraumen für Stellungnahme des „Conseil Supérieur“ festschreiben**

Im Gesetzesprojekt ist, nach Ansicht des Mouvement Ecologique sinnvoller Weise, eine Stellungnahme des „Conseil Supérieur“ zur Ausweisung der „zones spéciales“ vorgesehen. Dabei soll jedoch nach Ansicht des Mouvement Ecologique ein Zeitrahmen festgelegt werden - z.B. 3 Monate. Diesen Zeitrahmen muss das Ministerium dann aber auch abwarten, darüber hinaus jedoch hätte es das Recht, die Prozedur ohne Stellungnahme des „Conseil“ fortzuführen.

Artikel 19 (Artikel 37): – Bekanntmachung der Pflegepläne für NATURA-2000 Gebiete

- **Harmonisierung der Prozeduren**

Wie auch der Staatsrat, drängt der Mouvement Ecologique auf eine Harmonisierung der Prozeduren, siehe hierzu unsere Anmerkungen betreffend Artikel 34 bis sowie betreffend Artikel 16.

- **Erstellung und Umsetzung der „plans de gestion“ in die Verantwortung des Ministeriums übertragen – Verwaltung für Kontrolle einsetzen**

Für Unklarheit sorgt Punkt 2 / Abschnitt 4 im Reformentwurf, der besagt, dass: *« L'administration de la nature et des forêts veille à réalisation et au respect des plans de gestion... »*. Betreffend die Erstellung evt. Pflegepläne handelt sich hierbei um eine Überschneidung mit 1. Abschnitt der besagt *« Pour chaque zone Natura 2000, le ministre prend les mesures de conservation nécessaires impliquant, le cas échéant, des plans de gestion appropriés..... »*. Es bleibt demnach unklar, wer für die Erstellung der Pflegepläne zuständig sein soll, da nach dem aktuellen Textentwurf sowohl das Ministerium als auch die Verwaltung diese Aufgabe inne haben sollte.

Der Mouvement Ecologique fordert daher ein kohärente Vorgehensweise, wobei das

Ministerium die Verantwortung für die Erstellung der Pflegepläne tragen und die Verwaltung darüber wachen soll, dass nicht gegen diese Pläne verstoßen wird (Textvorschlag siehe nächster Punkt).

- Der letzte Abschnitt von Artikel 37 betreffend Durchführung verschiedener Arbeiten in NATURA 2000 Gebieten durch anerkannte Umweltschutzorganisationen, Naturparks oder Naturschutzsyndikate, Landwirte oder Waldbesitzer ist von der Absicht her sicherlich zu begrüßen, allerdings nicht praxistauglich: bereits heute führen Landwirte im Rahmen der Biodiversitätsverträge auf hunderten von Hektaren in NATURA 2000 Gebieten sinnvolle Naturschutzarbeiten durch, ohne dass Pflegepläne vorhanden sind. Auch das Partnerschaftsgesetz ist hier ungeeignet, da dieses nur die Zusammenarbeit zwischen Staat und Gemeinden regelt.

D.h. der Mouvement Ecologique tritt dafür ein, dass auch ohne Managementpläne (plans de gestion) derartige Maßnahmen umgesetzt werden können, was zur Zeit ohnehin bereits der Fall ist. Selbstverständlich sollen alle Naturschutzmaßnahmen inklusive Biodiversitätsverträge innerhalb von gültigen Managementplänen bewegen, wenn diese vorhanden sind. Die vorgeschlagene Formulierung im Gesetzesprojekt ist jedoch nicht zielführend und verlangsamt nur die Umsetzung sinnvoller Naturschutzmaßnahmen, während negative Eingriffe oder intensive Landnutzung innerhalb der Schutzgebiete nicht gesteuert werden.....

Beide vom Mouvement Ecologique vorgeschlagenen Neuerungen ergeben folgende Neuschreibung der letzten beiden Abschnitte von Artikel 19 / 37 vor:

« L'administration de la nature et des forêts veille au respect des plans de gestion.

Le ministre peut charger un organisme agréé en vertu de l'article 63, un syndicat prévu par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ou un syndicat communal ayant dans ses attributions la protection de la nature ou des exploitants agricoles et forestiers de la mise en œuvre de certaines mesures de gestion d'une zone NATURA 2000. »

Artikel 20 (Artikel 38): Kohärenz des NATURA – 2000 Netzwerks sichern !

Der Mouvement Ecologique begrüßt, dass Artikel 38 im Sinne einer weiteren Zusammenarbeit zwischen Staat und Gemeinden erweitert wird und die Rolle der Strukturelemente für die Kohärenz des Natura-2000 Netzwerks hervorgehoben wird.

Artikel 22 (Artikel 42): Zugang via Internet sicherstellen

Die Vorgabe der Veröffentlichung via Internet soll erneut gewährleistet sein... diese Bestimmung fehlt derzeit im Entwurf.

Artikel 24 (Artikel 45): Pflegepläne bereits Bestandteil des Ausweisungsdossiers – Anpassung drängt sich auf!

In Artikel 45 betreffend nationale Schutzgebiete stellen sich die gleichen Probleme wie bei Artikel 38 (europäische Schutzgebiete). Auch hier gibt es eine Überschneidung mit Artikel 41, Punkt 4 der besagt, dass die Erstellung der Pflegepläne Bestandteil des Ausweisungsdossiers sind und dieser vom Minister erstellt wird.

Für den weiteren Text wird auf unsere Position zu Artikel 37 verwiesen, da die Sachlage identisch ist.

Der Mouvement Ecologique schlägt daher folgende Textänderung vor:

« L'administration de la nature et des forêts veille au respect des plans de gestion.

Le ministre peut charger un organisme agréé en vertu de l'article 63, un syndicat prévu par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ou un syndicat communal ayant dans ses attributions la protection de la nature ou des exploitants agricoles et forestiers de la mise en œuvre de certaines mesures de gestion d'une zone protégée d'intérêt national. »

Artikel 25 (Artikel 46): Landschaftsschutzgebiete nicht ausschließen

Der Staatsrat schlägt in seinem Gutachten bei der Definition der „zones protégées d'importance communale“ vor, die „paysages locaux remarquables“ zu streichen. Der Mouvement Ecologique hält dies fachlich für falsch, da im Naturschutzgesetz von 2004 die überall in Europa übliche Trennung in Naturschutzgebiete und Landschaftsschutzgebiete im luxemburgischen Recht eingeführt wurde (Artikel 40).

Es ist daher absolut sinnvoll auch bei den kommunalen Schutzgebieten diesen beiden Kategorien Rechnung zu tragen. **Der Mouvement Ecologique tritt daher dafür ein, Artikel 46 nicht zu verändern.**

Artikel 27 (Artikel 48): Kommunale Schutzgebiete - Beteiligung der Öffentlichkeit unumgänglich!

Der Staatsrat schlägt vor kommunale Schutzgebiete ausschließlich im Rahmen des Gesetzes vom 19. Juli 2004 auszuweisen. Dass eine Ausweisung kommunaler Schutzgebiete im Flächennutzungsplan sinnvoll ist, steht ausser Zweifel, aber dies genügt nicht! In der Tat sind **präzise Nutzungsaufgaben (z.B. Verbot von Düngung oder Einschränkung der Jagd) in diesem rechtlichen Rahmen nicht möglich. Es ist daher notwendig, über die Ausweisung im Flächennutzungsplan hinaus, eine Verordnung auf der Grundlage des Naturschutzgesetzes zu erlassen, die präzise Naturschutzaufgaben beinhaltet. Insofern ist eine Integration im vorliegenden Gesetz unerlässlich!**

Um die Bedenken des Staatsrates aufzugreifen, möchte der Mouvement Ecologique anregen, dass aufgrund der Ausweisungen von Zonen im Rahmen des Gesetzes betreffend die Flächennutzung mittels vorliegendem Gesetz die Erteilung konkreter Nutzungsaufgaben erfolgen soll. Deshalb wäre

dann aber eine konkrete Verknüpfung der beiden Gesetze im Rahmen der jetzigen Reform unerlässlich.

Der Staatsrat geht zudem in seinem Gutachten auch auf einige prozedurale Mängel des Gesetzesprojektes ein, denen sich der Mouvement Ecologique anschließt.

Darüber hinaus, ist es im Sinne einer Beteiligung der Bürger nicht akzeptabel, dass das Gesetzesprojekt keine „*procédure d'enquête publique*“ vorsieht. Außerdem ist es sinnvoller den Obersten Naturschutzrat bereits in einer früheren Phase zu beteiligen, so dass die Gemeinde dessen Überlegungen eventuell einbeziehen kann. Allerdings sollten bindende Fristen in das Gesetz eingeschrieben werden.

Artikel 28 (Artikel 48bis): „Zones protégées agréées“ - den Rahmen enger abstecken

Der Wunsch diese neue Schutzkategorie einzuführen, ist für den Mouvement Ecologique nachvollziehbar, da die Europäische Kommission im Rahmen von LIFE-Projekten die Stiftung „*Héllef fir d’Natur*“ aufgefordert hat den Flächen, die von europäischen Fördergeldern profitiert haben, einen besonderen Schutzstatus zukommen zu lassen. Es stellt sich allerdings die Frage ob, als Alternative zu einem nationalen Schutzgebiet, kleine Flächen nicht als kommunales Schutzgebiet ausgewiesen werden könnten, da die Prozedur hierzu vereinfacht wird und die Gemeinden ohnehin sehr oft Partner in solchen Projekten sind.

Falls dies nicht möglich sein sollte, fordert der Mouvement Ecologique, dass die Zulassungskriterien enger gefasst werden, z.B. Bindung an LIFE-Projekte, da befürchtet werden muss, dass verschiedene Eigentümer von dieser Schutzkategorie profitieren werden, um höhere staatliche Fördergelder für den Unterhalt ihres Eigentums anzufordern. Dies aber könnte der gezielten Anwendung der ohnehin knappen Finanzmittel für Naturschutz zuwider laufen. Immerhin ist die Zeitdauer einer „*zone protégée agréée*“ auf 20 Jahre beschränkt.

Artikel 29 (Artikel 51): Begrüßenswerte Stärkung des nationalen Naturschutzplanes

Der 2004 im Naturschutzgesetz eingeführte Nationale Naturschutzplan PNPN war ein Schritt in die richtige Richtung, da inzwischen, zumindest ansatzweise, ein gezielteres und koordinierteres Vorgehen erfolgt. Die Ausweitung der Ziele, so wie im Gesetzesentwurf vorgesehen, entspricht den Erfahrungen des 1. Naturschutzplans und ist daher als positiv zu bewerten.

Artikel 30 (Artikel 52): Nationaler Naturschutzplan als großherzogliches Reglement festhalten

Der Staatsrat regt an, den „*plan national*“ nicht nur als Regierungsdokument festzuhalten, sondern als großherzogliches Reglement. Dieser Anregung kann sich der Mouvement Ecologique anschließen.

Artikel 31 (Artikel 52bis): Vorkaufsrecht für Naturschutzbelange – ein Schritt in die richtige Richtung

Der Mouvement Ecologique begrüßt ausdrücklich das geplante Vorkaufsrecht für Staat und Gemeinden, da die Erfahrungen der letzten Jahre deutlich zeigen, dass erfolgreicher Naturschutz langfristig nur auf öffentlichen Flächen funktioniert. Das schließt keinesfalls die Landwirtschaft aus, wie bereits in der Einführung zu dieser Stellungnahme angeführt. Im Gegenteil profitieren die Landwirte als Pächter von günstigen Pachtpreisen, langfristigen Verträgen und zusätzlicher Förderung durch die Biodiversitätsprogramme....

Es ist weitaus sinnvoller diese Flächen in öffentlicher Hand zu haben, statt in Privateigentum, da dies weder im Sinne der Landwirtschaft noch des Naturschutzes sein kann.

Artikel 33 (Artikel 56): Aufnahme der „Verbundfunktion“ im Gesetzestext – eine Forderung der Habitatrichtlinie

In Artikel 56 wird der Begriff „*connectivité écologique*“ auf der Grundlage von Artikel 10 der Habitatrichtlinie aufgenommen. Der Mouvement Ecologique begrüßt diesen Schritt, da die Zerschneidung der Landschaft in Luxemburg eine der Hauptgründe für den Biodiversitätsverlust darstellt. Sie ist im Übrigen auch aufgrund der Vorgaben der Habitatrichtlinie ein absolutes Must!

Artikel 34 (Artikel 57): positive Neuerungen in Bezug auf Kompensationsflächen und -dauer

In Artikel 57 werden eine Reihe von Neuerungen eingeführt, die vom Mouvement Ecologique begrüßt werden:

- das Abtreten von Kompensationsflächen an die öffentliche Hand;
- die Kompensationsmaßnahmen müssen für dieselbe Zeitdauer angelegt werden, wie der Eingriff selbst.

In Kapitel 2 - grundsätzliche Anmerkungen - hat sich der Mouvement Ecologique ausführlicher zu dieser Thematik geäußert.

- **Kompensierungsflächen sollen in öffentlicher Hand sein - mit Entschädigung des Besitzers (um somit einen Einwand des Staatsrates aufzugreifen)**

Der Staatsrat hat sich aus verfassungsrechtlichen Gründen gegen den Passus betreffend das „unentgeltliche Abtreten von Kompensationsflächen an die öffentliche Hand“ ausgesprochen. Der Mouvement Ecologique kann verstehen, dass dieses unentgeltliche Abtreten von Land als problematisch angesehen wird.

Dies ändert jedoch nichts daran, dass es grundsätzlich richtig ist, dass Kompensationsflächen im Besitz der öffentlichen Hand sind. Wie will man ansonsten feststellen, dass die Kompensierungsmaßnahmen effektiv in einem sinnvollen Gesamtzusammenhang gemäß nationalem Naturschutzplan erfolgen? Wie will man ansonsten sicherstellen, dass Kompensierungsmaßnahmen effektiv mindestens solange Bestand haben, als das Eingriff (so wie es das Gesetz vorsieht, aber wer könnte das kontrollieren, falls dies nicht auf öffentlichem Terrain erfolgen würde)?

Der Mouvement Ecologique tritt deshalb - ohne wenn und aber - dafür ein, dass die grundsätzliche Bestimmung, dass der Pool im Besitz der öffentlichen Hand sein muss, beibehalten werden muss. Allerdings akzeptiert der Mouvement Ecologique eine finanzielle Entschädigung des Besitzers für das Land (es gibt mittlerweile andere Gesetze, an denen man sich betreffend die Festlegung des Preises orientieren kann, wie z.B. die Reform des PAG-Gesetzes sowie des Landesplanungsgesetzes).

- **Verpflichtung des Ministers bestimmte Auflagen festzulegen!**

Artikel 57 legt dann auch fest, dass der Minister „*peut prescrire que ces conditions soient observées...*“ usw. Um im Sprachgebrauch des Staatsrates zu bleiben: hierzu äußert der Mouvement Ecologique eine „opposition formelle“.

Was ist der Wert von Kompensierungsmaßnahmen, wenn der Minister nur deren Beachtung „vorschreiben kann“. Was das bringt - und wie stark sich dies dann aber effektiv auf die Landwirtschaft auswirken kann - zeigte die Vergangenheit. Die „Kann-Bestimmung“ muss durch eine „Muss-Bestimmung - *doit*“ ersetzt werden!

- **Ahndung von Verstößen nur gelegentlich?**

Die gleiche Argumentation möchte der Mouvement Ecologique bei folgender Bestimmung anführen. Da besagt doch tatsächlich eine Bestimmung von Artikel 37 „*Le ministre peut interdire la continuation des travaux contraires à la loi*“. Eine Abwägung soll demnach möglich sein, ob die Verletzung eines Gesetzes verboten wird oder nicht?!

Der Mouvement Ecologique drängt mit aller Konsequenz darauf, dass hier eine Verpflichtung festgeschrieben wird, so wie es sich auch aus juristischer Sicht aufdrängt.

Artikel 36: Artikel 57 quater – Flächenpools statt isolierte Kompensationen

- **Rolle der Naturverwaltung klar definieren**

Der Mouvement Ecologique begrüßt die Einführung von staatlichen und kommunalen Flächenpools, in denen in Zukunft die Kompensationsmaßnahmen gebündelt werden. Die Rolle der Natur- und Forstverwaltung bleibt jedoch unklar: Ist hiermit gemeint, dass die Verwaltung für notwendige Kompensationen des Staates zuständig ist? Wenn ja, sollte Artikel 57 quater wie folgt umformuliert werden:

Art. 57 quater. L'Etat et les communes.....à cet effet. L'administration de la nature et des forêts est chargée de la mise en œuvre des mesures compensatoires à réaliser pour le compte de l'Etat.

- **Keine privaten Betreiber mehr von Flächenpools**

Das Gesetzesprojekt sieht vor, dass auch private Akteure Betreiber von Flächenpools sein können („*Le ministre peut autoriser d'autres organismes à créer des réserves foncières...*“):

In der Logik des bisher gesagten, spricht sich der Mouvement Ecologique ausdrücklich gegen diese Bestimmung aus. Es käme einer Privatisierung des Naturschutzes gleich, zudem würde die Gefahr des weiteren Drucks auf landwirtschaftliche Flächen bestehen (in der Tat ist die landwirtschaftliche Aktivität auf diesen Terrains nicht gesichert, auch wenn sie sinnvoll wäre). Insofern ist der Mouvement Ecologique für die Streichung dieser Passage.

Zusätzlicher Artikel (Artikel 57 quinquies): Nationale Begleitgruppe für das Ökopunkte-System im Gesetz vorsehen

Der Mouvement Ecologique schlägt eine nationale Begleitgruppe für das Ökokontosystem vor, die in einem zusätzlichen Artikel verankert werden sollte. In dieser Begleitgruppe sollten alle betroffenen Akteure, vom Wirtschaftsministerium bis zur Landwirtschaftskammer, inklusiv alle Flächenpoolbetreiber vertreten sein, um ein koordiniertes Vorgehen sicherzustellen.

Annexe 9 – Lohhecken: Element der Liste der geschützten Biotope!

In Anhang 9 werden die geschützten Biotope aufgeführt. Dabei ist es zentral, dass unbedingt die Eichen-Niederwälder aufgenommen werden, da sie eine sehr hohe Bedeutung für eine Reihe von Arten aufweisen, die auf europäischer oder nationaler Ebene gefährdet sind, z.B. Haselhuhn, Waldlaubsänger, Weidenmeise, Kuckuck, Wildkatze usw.

Niederwälder müssen deshalb in der Liste der geschützten Waldtypen in Anhang 9 integriert sein.

Punktuelle Abänderung der „Ordonnance Royale“ von 1840 greift zu kurz

Im Rahmen der Änderung des Naturschutzgesetzes soll auch die „Ordonnance Royale“ von 1840 in einem Punkt geändert werden. Selbst wenn gegen diese Änderung nichts einzuwenden ist, empfiehlt der Mouvement Ecologique doch die Lektüre des Gesamtwerks, die sich als spannende Reise in die Vergangenheit unseres Landes liest. Hier einige Auszüge :

« Si la glandée réussit, le garde-forestier aura d'abord soin que les semences nécessaires pour la culture soient récoltées avant d'admettre les porcs au pacage,... »

« Lorsque dans son triage il s'agit de réduire du bois en charbon, le garde forestier n'assignera d'autres places de fauldes que celles qui auront été marquées par le garde général ;... »

« Si le garde découvrait des gens suspects dans les bois, il est tenu de les dénoncer à la police locale la plus proche ou la maréchaussée grand-ducale. »

« Si des battues aux loups et aux sangliers sont ordonnées, le garde général aura soin qu'elles aient lieu d'après les règles d'une telle chasse. »

Besonders relevant in Bezug auf die Gemeinden und andere öffentlichen Strukturen ist Artikel 10 der Ordonnance Royale:

« Tous les bois domaniaux, communaux, de fondation et autres bois de coopérations et de cures, qui se trouvent sous la surveillance publique, sont sous la direction immédiate des agents forestiers, en tout ce qui concerne l'administration et la conservation de ces bois. »

Der Mouvement Ecologique stellt sich die Frage ob Artikel 10 dieses Gesetzes überhaupt verfassungskonform ist, besagt doch Artikel 16 unserer Verfassung: „*Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité.*“ und Artikel 107 : *« Les communes forment des collectivités autonomes,....., et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres. »*. Gegebenenfalls gilt es also auch in diesem Punkt eine grundlegende Änderung herbeizuführen und den Gemeinden, wie in anderen Ländern auch, die Wahl des Bewirtschafters zu überlassen.

Der Mouvement Ecologique fordert daher die Ausarbeitung eines modernen Waldgesetzes, das wirtschaftliche, ökologische und soziale Aspekte gleichermaßen berücksichtigt und die alten Gesetze ersetzt.

Abänderung des Gesetzes betreffend den Umweltfonds

Der Mouvement Ecologique begrüßt die vorgeschlagenen Änderungen des Umweltfondsgesetzes, da diese den Zielsetzungen des Nationalen Naturschutzplans PNPN entsprechen. Allerdings wäre es auch sinnvoll eine Beihilfemöglichkeit besonders für kleinere Gemeinden zu schaffen, die einem bestehenden Naturschutz- oder Naturparksyndikat beitreten möchten, aber evtl vor den initialen einmaligen Beitrittskosten zurückschrecken könnten.

Eine solche Vorgehensweise würde auch dem Koalitionsabkommen entsprechen, das eine flächendeckende Kommunalisierung des Naturschutzes zum Ziel hat.



natur&emwelt

**AVIS (16.11.2012)
de l'a.s.b.l. natur&emwelt
sur le projet de loi N° 6477
modifiant
la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles¹**

Soucieux d'optimiser encore la loi modifiée du 19 janvier 2004 et le projet de loi sous rubrique, nous nous empressons dès lors de vous soumettre nos remarques, commentaires et suggestions de modifications suivantes :

ad Article 1^{er} :

natur&emwelt tient à ce que la notion de perméabilité paysagère soit intégrée dans l'article, tout en nous ralliant à l'avis de l'Observatoire de l'environnement naturel : « *En effet, la fragmentation paysagère est une des menaces principales de la biodiversité au niveau mondial et plus particulièrement au Luxembourg, le pays le plus fragmenté de l'Europe des 27 selon une étude récente de l'Agence européenne de l'environnement²* »

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

La présente loi a pour objectifs la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel, la protection et la restauration des paysages, de la perméabilité paysagère et des espaces naturels, la protection de la flore et de la faune et de leurs biotopes, le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques, la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations et l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

¹ Par rapport à la version coordonnée L. 19 janvier 2004 (10/08/2012)

² Landscape fragmentation in Europe, 2011 Joint EEA-FOEN report

ad Article 8 bis :

natur&ëmwelt propose d'interdire l'épandage de biocides (c'est-à-dire tous produits pesticides, herbicides, insecticides, fongicides etc. et non seulement d'herbicides) sur les espaces publics et réclame de ne pas exclure les cimetières de cette mesure.

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

Sur les surfaces de circulation publiques, incluant les assises routières, les accotements et les talus, appartenant à l'Etat et aux communes, telles que les routes, les chemins, les trottoirs, les plaines de jeux, ainsi que sur les espaces verts publics, ~~à l'exclusion des cimetières,~~ l'épandage de biocides est interdit.

ad Article 13 :

Pour garantir la reconstitution de peuplements forestiers après une coupe rase, *natur&ëmwelt* tient à ce que „au moins” soit rajouté dans le dernier paragraphe du présent article.

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

(...) Après toute coupe rase le propriétaire ou le possesseur du fonds est tenu de prendre, dans un délai de 3 ans à compter du début des travaux d'abattage, les mesures nécessaires à la reconstitution de peuplements forestiers au moins équivalant, du point de vue production et écologie, au peuplement exploité.

ad Article 17 :

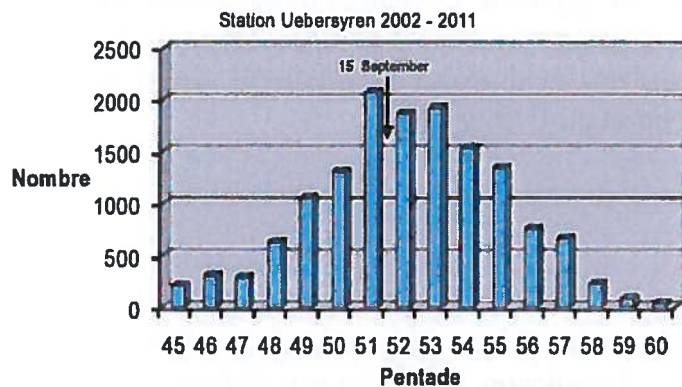
Il nous paraît très important que la notion « des habitats d'espèces » soit repris dans l'article 17. Il est à vérifier que « les habitats des espèces des annexes 2 et 3 » repris par « les biotopes détaillés à l'annexe 9 » est conforme aux directives européennes (Habitats et oiseaux).

Etant donné qu'un nombre fort élevé d'oiseaux migrateurs sont de passage au Luxembourg en septembre, *natur&ëmwelt* demande que la taille des haies reste interdite jusqu'au 1er octobre. Les haies sont en effet un important habitat pour ces espèces à protéger³.

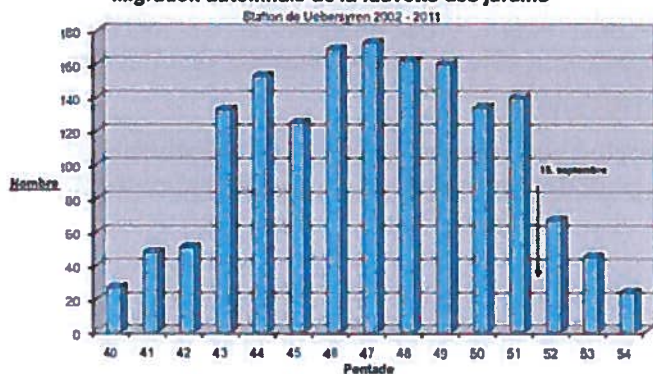
Les exemples suivants illustrent la migration des Sylviidés (Grasmücken), qui lors de leur migration automnale fréquentent surtout les haies vives et se nourrissent de leur baies et des insectes qui sont attirés par ces baies. Dès mi-septembre, la migration des Turdidés (Drosseln) commence et le début de la période de la taille des haies coïncide avec le début de la migration de la Grive musicienne.

³ À noter que le présent projet de loi tient compte de l'annexe 3 (révision de la liste des espèces d'oiseaux de l'annexe I de la directive 79/409/CEE présente (nicheuses ou migratrices ou hivernantes).

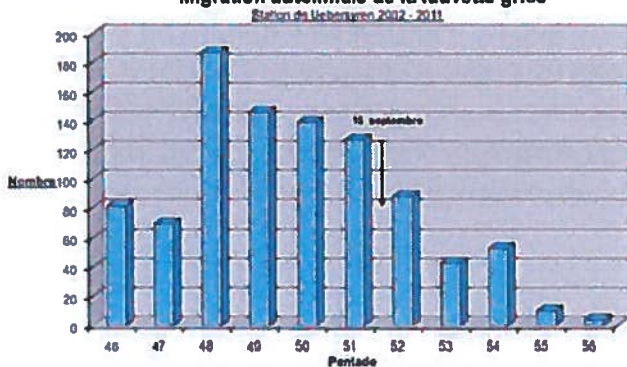
Migration automnale de la fauvette à tête noire



Migration automnale de la fauvette des jardins

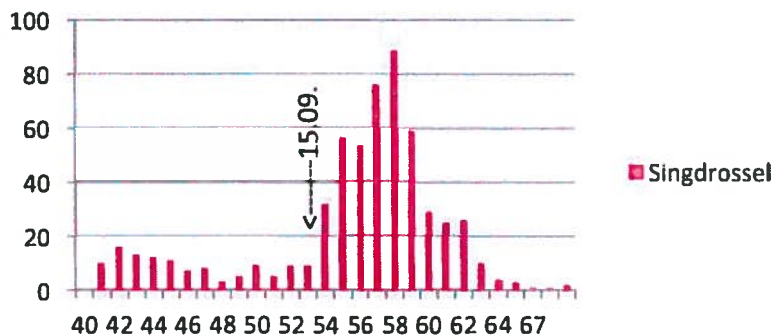


Migration automnale de la fauvette grise



Migration de la Grive musicienne

Turdus philomelos Station Uebersyren 2002 2011



Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

(....) La taille des haies vives et des broussailles à l'exception de la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, ainsi que de celle rendue nécessaire par des travaux effectués dans les peuplements forestiers, est interdite pendant la période du 15 février au 1^{er} octobre.

ad Article 48bis.

natur&ëmwelt apprécie que la possibilité de créer des zones protégées agréées ait été retenue. Toutefois, nous regrettons que la formulation proposée par l'Observatoire de l'environnement naturel n'ait pas été retenue. Nous vous rappelons que ce nouveau statut doit permettre de garantir un certain degré de protection des terrains acquis notamment avec la contribution financière de l'Etat, mais aussi de la Commission européenne dans un but de protection de la nature.

Etant donné que la nouvelle formulation offre maintenant cette possibilité à tout propriétaire, il est essentiel que l'Etat se donne également les moyens de contrôle et de suivi de ces zones.

ad Article 52bis.

natur&ëmwelt apprécie qu'un droit de préemption sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national, les zones protégées d'importance communale et les zones protégées agréées ainsi que sur les surfaces approuvées par le ministre sur base de l'article 57quater ait été attribué à l'Etat et aux communes. *natur&ëmwelt* s'oppose toutefois à ce que l'Etat ou des communes recourent à leur droit de préemption dans le cas où il s'agit de terrains acquis par une association de conservation de la nature reconnue d'utilité publique.

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

L'Etat et les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national, les zones protégées d'importance communale et les zones protégées agréées ainsi que sur les surfaces approuvées par le ministre sur base de l'article 57quater. Le droit de préemption ne s'applique pas aux terrains acquis par des associations de conservation de la nature reconnues d'utilité publique.

ad Article 57.

natur&ëmwelt n'acceptera pas de céder ses terrains sis en zone verte sur lesquels des mesures compensatoires ont été réalisées à l'Etat ou à la commune concernée.

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

Sauf dérogation du ministre, les terrains sis en zone verte sur lesquels des mesures compensatoires ont été réalisées en vertu d'une autorisation du ministre en vertu de l'article 17 de la présente loi, doivent être cédés à l'Etat ou la commune concernée. Cette cession ne s'applique pas aux terrains appartenant aux associations de conservation de la nature reconnues d'utilité publique.

ad Article 57ter :

natur&ëmwelt s'implique depuis plus de 10 ans dans la mise en place d'un système de mesures compensatoires. Aussi, nous accueillons favorablement la volonté du Ministre de mettre en place un tel système et de lui donner une base légale dans la nouvelle loi pour la protection de la nature. Nous avons eu l'occasion de participer aux discussions concernant la mise en place d'un tel système et nous vous avons communiqué nos attentes concernant certains aspects. Par ailleurs une étude de faisabilité présentée en 2011 avait permis d'établir une analyse des potentialités de mise en oeuvre, et une feuille de route avait été définie suivie d'une série de recommandations.

En guise de membre de l'Observatoire de l'environnement naturel, nous avons eu l'occasion de discuter en long et en large des modalités du système à mettre place, des avantages et des risques inhérents au système, et l'Observatoire a officiellement pris position sur une série de points, que nous tenons à rappeler :

L'Observatoire exprime ses réserves quant à la formulation peu précise de cet article. L'Observatoire s'inquiète notamment de la multiplication des acteurs dans le domaine de la réalisation de mesures compensatoires ex-antes. L'Observatoire revendique ainsi une description précise des qualifications et compétences du personnel des organisations autorisées dans ce domaine, précisions qui devraient figurer explicitement dans la loi. A défaut d'une précision des dispositions de l'article 57 ter, l'Observatoire sera dans l'obligation d'émettre une réserve d'examen concernant l'intégralité des dispositions relatives aux compensations environnementales par éco points.

L'applicabilité de ce système est, selon l'Observatoire, tributaire:

- *D'une limitation des acteurs actifs dans le domaine de la mise en oeuvre des mesures compensatoires existantes.*
- *D'un logiciel géo-référencié (SIG) de gestion des dossiers d'autorisation en vertu de la loi, à disposition des autorités compétentes.*
- *D'une publication des surfaces de compensations déjà réalisées de manière à éviter la destruction de biotopes ainsi créés.*

- *Du renforcement du personnel responsable du contrôle de la mise en œuvre des mesures de compensation et de la gestion appropriée des terrains concernés.*
- *De la cession, dans la mesure du possible des terrains privés ayant fait l'objet de mesures de compensation par des acteurs privés, à l'Etat ou une organisation agréée en vertu de la loi.*

Force est de constater qu'il n'a pas été tenu compte d'une recommandation majeure qui a été faite à plusieurs reprises, celle de limiter au minimum les acteurs impliqués dans la gestion d'une réserve foncière et la réalisation de mesures compensatoires. Or, la formulation actuelle permet à tout demandeur de procéder lui-même aux mesures compensatoires pour autant qu'il soit propriétaire des terrains. Les communes ou syndicats de communes ayant aussi la possibilité d'accomplir les deux missions susmentionnées, nous craignons que de nombreuses compensations fassent l'objet de marchandage et de pressions sur le plan politique. L'intérêt écologique de la compensation risque de passer au second plan face aux enjeux fonciers et financiers.

Par ailleurs, le contrôle et le suivi des mesures compensatoires réalisées deviendra de plus en plus difficile, voire impossible. Actuellement, il existe déjà de nombreux exemples de compensations qui n'ont jamais été réalisées ou qui ont disparu après plusieurs années. Nous souhaitons que l'Etat se donne les moyens de mettre en place une cellule indépendante pour assurer les missions de suivi et de contrôle des compensations.

ad article 57quater :

Nous souhaiterions que la fondation (*Fondation natur&ëmwelt / Fondation Hëllef fir d'Natur*) soit placée sur un même pied d'égalité que l'Etat et les communes en ce qui concerne la création d'une réserve foncière et la réalisation de mesures compensatoires à inscrire dans un registre.

Nous préconisons donc la teneur suivante de l'article:

L'Etat, les communes et les fondations d'utilité publique oeuvrant dans le domaine de la protection de la nature peuvent réaliser des mesures compensatoires....

ad article 63 :

natur&ëmwelt insiste sur le droit des associations agréées oeuvrant pour de la protection de la nature et de l'environnement de pouvoir agir en justice, tel qu'il est prévu par la convention d'Aarhus. De nombreux exemples montrent que le droit de recours ou de se déclarer partie civile ne suffit pas.

ANNEXE 3

Document COM (2013) 325 : Convention de Minamata sur le mercure (signature)

Le mercure et ses différents composés ont un ensemble d'effets graves sur la santé, y compris des dommages cérébraux et neurologiques en particulier chez les jeunes. D'autres effets sur la santé incluent des dommages aux reins ainsi que sur le système digestif. Les pertes de mémoire et de déficience de langage sont parmi les nombreux problèmes bien documentés dont peuvent souffrir les victimes. Comme il est très volatil, le mercure se déplace dans l'atmosphère. Par ce biais, 200 tonnes de mercure aboutissent chaque année dans l'Arctique et contaminent les poissons consommés par les êtres humains.

La position générale adoptée par l'Union européenne (conclusions afférentes du Conseil de décembre 2008) appelait à la création d'un instrument complet de gestion du mercure, comprenant des initiatives destinées à réduire l'offre de mercure, réduire la demande de mercure liée à son utilisation dans les produits et les procédés de production, réduire le commerce international du mercure, réduire les émissions de mercure dans l'atmosphère, parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des déchets contenant du mercure, trouver des solutions pour le stockage écologiquement rationnel du mercure, entreprendre de remettre en état les sites contaminés, et améliorer les connaissances en la matière.

Le Conseil d'administration du PNUE a décidé en 2009, lors de sa 25^e session, de créer une convention sur le mercure.

Les négociations intergouvernementales ont donné naissance à un nouvel instrument international juridiquement contraignant, qui a été finalisé le 19 janvier 2013 à Genève.

Cette nouvelle convention, qui portera le nom de Convention de Minamata, en hommage aux habitants de cette ville touchés durant des décennies par une très grave contamination au mercure – usine pétrochimique –, sera ouverte à la signature des Parties, lors d'une Conférence diplomatique à Minamata, au Japon, du 07 au 11 octobre 2013.

La ville de Minamata, au Japon, est un exemple tragique d'empoisonnement dû au mercure. Depuis les années 1930, une fabrique de plastique rejetait de grandes quantités de composés organiques contenant du mercure dans une baie de la ville.

Vingt ans plus tard, les premiers symptômes apparaissent. Des milliers d'habitants des alentours ont souffert de maux de tête, de douleurs dans les membres, de paralysie, de psychose et de coma. De graves déformations chez les nouveaux nés ont aussi été constatées. Cet empoisonnement insidieux dû aux poissons et aux moules contaminés a fait beaucoup de victimes. Les survivants en ont souvent gardé de graves séquelles.

La gamme de produits concernés va des appareils médicaux tels que les thermomètres, les ampoules à faibles consommation aux secteurs industriels tels que les exploitations minières, la production de ciment et les centrales à charbon.

L'accord impose une fermeture programmée de toutes les mines de mercure existantes, prévoit l'interdiction à moyen ou long terme des produits contenant du mercure ou encore des mesures de réduction des émissions et des rejets de cette substance.

L'orpaillage (recherche de l'or : mercure utilisé pour agglomérer les petites particules d'or) est la principale source des émissions mondiales de mercure : 35 %.

Selon le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), une dizaine de millions de personnes sont directement exposées au mercure dans des petites mines d'or en Afrique, Asie et Amérique du Sud. Depuis 2005, les émissions issues de l'extraction minière artisanale ont doublé.

Les éléments principaux de la Convention de Minamata sont:

>L'interdiction de nouvelles mines de mercure et la limitation des mines existantes à une durée maximale de 15 ans après l'entrée en vigueur de la convention.

>L'élimination dès 2020 des produits contenant du mercure ajouté pour lesquels il existe des équivalents. Cela inclut par exemple les piles, les commutateurs et relais électriques, certains types de lampes et des instruments de mesure tels que les baromètres, manomètres, thermomètres et sphygmomanomètres à mercure.

>Des mesures spécifiques en vue de réduire l'utilisation d'amalgames dentaires contenant du mercure.

>La réglementation des procédés de fabrication dans lesquels du mercure ou des composés du mercure sont utilisés, à savoir l'interdiction dès 2025 de la production de chlore-alkali par électrolyse selon le procédé d'amalgame et, dès 2018, de la production d'acétaldéhyde avec comme catalyseur des composés de mercure. Pour certains procédés, il n'y a pas encore de date d'interdiction, mais des mesures de réduction contraignantes assorties d'objectifs quantifiables sont prévues. Sont notamment concernées la production de chlorure de vinyle monomère et de polyuréthane selon le procédé de catalyse au mercure ainsi que la production d'éthanolate ou de méthanolate de sodium ou de potassium.

>La restriction du commerce international de mercure. Il n'est autorisé qu'en vue des utilisations prévues dans la Convention ou de l'élimination. En outre, le consentement écrit de l'Etat est nécessaire.

>Des mesures de réduction pour les sources d'émissions atmosphériques de mercure les plus importantes. Par exemple, pour de nouvelles installations avec de très fortes émissions, il est obligatoire d'appliquer les meilleures techniques disponibles en prenant compte de la situation économique et technique du pays concerné, respectivement les meilleures pratiques environnementales. Les sources d'émissions les plus importantes sont les centrales électriques et les chaudières industrielles alimentées au charbon, les installations de production de métaux non ferreux et l'incinération des déchets et les usines de production de ciment.

>Les gouvernements ont agréé que le traité nécessitera que les gouvernements procèdent au développement de stratégies pour réduire le montant du mercure utilisé par les petits exploitants miniers ;

>Les pays ayant des opérations d'or à petite échelle et artisanales devront élaborer des plans dans trois ans afin que le traité entre en vigueur pour réduire et si possible éliminer l'utilisation du mercure au cours de telles opérations ;

>Les campagnes de sensibilisation et l'appui aux alternatives au mercure feront aussi partie de ces plans.

> Des dispositions en vue de garantir que le stockage intermédiaire soit sûr et respectueux de l'environnement, que la gestion et l'élimination des déchets soient appropriées et que leur commerce réponde aux exigences de la Convention de Bâle; ainsi que la possibilité d'élaborer ultérieurement des exigences supplémentaires et des directives spécifiques.

> La mise en place d'un mécanisme efficace permettant de contrôler que les Parties respectent leurs obligations et de prendre des mesures appropriées si nécessaire.

- La mise en place d'un financement multilatéral cohérent et efficace, grâce à une combinaison de plusieurs éléments dont le principal est le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le repérage des populations à risque, le renforcement des soins médicaux ainsi qu'une meilleure formation des professionnels de la santé en matière d'identification et de traitement des effets liés au mercure feront également partie de la nouvelle convention.

Règlement (CE) n° 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance.

L'interdiction

Le règlement communautaire interdit les exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure en provenance de l'UE. Cette interdiction s'applique à partir du 15 mars 2011 aux exportations de:

- mercure métallique (Hg),
- minerai de cinabre,
- chlorure de mercure (Hg_2Cl_2),
- oxyde de mercure (HgO),
- mélanges de mercure métallique avec d'autres substances dont la teneur atteint 95 % de la masse.

Le stockage du mercure

À partir du 15 mars 2011, le mercure issu de certaines activités industrielles devra être stocké dans des conditions qui garantissent la sécurité de la santé humaine et de l'environnement. Les activités industrielles concernées sont:

- l'industrie du chlore et de la soude,
- l'épuration du gaz naturel,
- les opérations d'extraction et de fusion des métaux non ferreux, et

- l'extraction du minerai de cinabre dans l'Union européenne.

Le mercure métallique émanant de ces sources est considéré comme un déchet et peut être stocké:

- temporairement ou de façon permanente dans une mine de sel souterraine adaptée, ou dans des formations profondes, souterraines et rocheuse; ou bien
- temporairement dans une installation de surface exclusivement consacrée au stockage du mercure métallique avant son élimination définitive.

Cette possibilité constitue une dérogation aux dispositions de la directive 1999/31/CE qui interdisent la mise en décharge des déchets liquides (le mercure métallique est une substance liquide dans des conditions normales de température et de pression).